



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de la condition féminine

FEWO



NUMÉRO 031



1^{re} SESSION



42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le lundi 14 novembre 2016



Présidente

Mme Marilyn Gladu

Comité permanent de la condition féminine

Le lundi 14 novembre 2016

• (1530)

[Traduction]

La présidente (Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC)): Bonjour et bienvenue au comité de la condition féminine. J'espère que tous nos membres ont passé une belle semaine de relâche.

Nous sommes heureux aujourd'hui de recevoir Sylvia Maracle et Courtney Skye de la Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres.

Nous accueillons aussi Jamie Taras, du Club de football des Lions de la Colombie-Britannique.

Jamie, je crois savoir que vous participez à un programme appelé More Than a Bystander.

M. Jamie Taras (directeur des relations communautaires, Club de football des Lions de la Colombie-Britannique): Oui. C'est Be More Than a Bystander.

La présidente: Excellent.

Merci d'être là aujourd'hui. Nous allons commencer par la Fédération de l'Ontario, qui aura 10 minutes pour formuler des commentaires. Puis, Jamie, nous vous accorderons aussi 10 minutes pour formuler des commentaires. Nous passerons ensuite aux questions.

Sylvia, la parole est à vous.

Mme Sylvia Maracle (directrice générale, Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres): Merci.

Pour commencer, je tiens à souligner que nous nous réunissons aujourd'hui sur le territoire traditionnel d'une nation autochtone. Je remercie et salue la nation algonquienne et je vous salue aussi, membres du comité de la condition féminine et je vous remercie de l'intérêt que vous portez à certains de nos programmes et de l'occasion que vous nous offrez aujourd'hui.

Je ne suis pas le genre à lire, même si je suis allée à l'école et que j'ai appris. Cependant, je ferai du bien meilleur travail si je prends ces 10 minutes pour vous faire voyager un peu. Alors, bouclez votre ceinture, c'est ce que nous allons faire.

Je travaille pour une organisation de centres d'amitié autochtones. Il y en a 28 en Ontario. Nous fournissons des services et des programmes — des services et des programmes qui concernent la culture, les loisirs, l'éducation, le soutien social, la toxicomanie et la lutte à la violence — à l'intention des personnes qui vivent dans les villages et les villes. Nous faisons partie d'un réseau national. Il y a 118 centres d'amitié autochtones en tout, et il y en a probablement dans certaines de vos circonscriptions.

On nous a demandé de parler de certains de nos programmes, et plus spécialement du travail que nous faisons auprès des hommes et des garçons pour mettre fin à la violence.

La fédération fait ce genre de travail depuis longtemps. Nous bénéficions depuis assez longtemps du soutien engagé de la province. Au départ, c'était avec le NPD, puis il y a eu les conservateurs, et, enfin, les libéraux. En fait, dès nos débuts, en 1971, nous avons commencé à offrir des programmes, mais nous le faisons officiellement depuis le début des années 1990.

Pendant longtemps, nous avons pris le point de vue des victimes. Nous avons fourni des mesures de soutien, des cercles, du counseling et un certain soutien judiciaire, par l'intermédiaire de ce qui s'appelle encore, si je ne m'abuse, le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones. Tout le monde change constamment de vocabulaire, et nous avons de la difficulté à garder le rythme, j'imagine.

Il y a un certain nombre d'années, nous avons compris que la seule façon de mettre fin à la violence contre les femmes autochtones — et je suis ici, justement, pour parler de ces femmes —, c'est de s'assurer que les hommes arrêtent de le faire. C'est un constat simple, mais un processus difficile. Nous avons dû examiner ce que nous faisons et là où nous pouvions nous améliorer. Au cours des 30 dernières années, c'est en travaillant de la sorte que nous avons aussi appris que les solutions pour notre communauté doivent être différentes. Nous ne ferons pas la même chose qu'on fait pour le grand public ou que toutes les autres personnes font.

Nous avons aussi constaté que, pour travailler auprès des hommes, il faut un certain doigté pour qu'ils participent et qu'ils commencent à ressentir des choses et ne pas s'en tenir à des paroles et participer à un programme par obligation. Ce n'est pas quelque chose qu'on fait par obligation lorsqu'on est dans un établissement pénitentiaire provincial ou fédéral, mais parce que c'est important.

Un des programmes précis dont je veux vous parler s'appelle Kizhaay Anishinaabe Niin, ce qui veut dire « je suis un homme bon » en ojibwé. Dans le cadre du programme, on parle d'une longue histoire sans violence, sans se comporter de cette façon. Pour que ce soit plus facile... Si c'est plus facile pour vous en français, cela signifie « je suis un homme bon ».

L'aîné qui a choisi le nom du programme a dit clairement qu'il s'agit de prendre sa responsabilité. Il s'agit de reprendre notre culture et nos traditions, une tradition qui, vraiment, d'aucune façon ne tolère la violence à l'égard des femmes, des jeunes femmes ou des filles. On ne pouvait pas s'en tenir uniquement aux habituels beaux mots comme violence familiale. Parfois, il faut mettre un verbe, et l'objectif doit être de mettre fin à la violence. On ne peut pas tout simplement vouloir en parler pour l'éternité.

Le programme a récemment été élargi et offert à un certain nombre de sites en Ontario, dans tous nos centres d'amitié, et il y a quelques autres endroits où nous l'offrons. Il compte quatre composantes. La première, c'est la sensibilisation: reconnaître que, parfois, certaines choses deviennent normales pour soi et on ne comprend pas qu'on ait grandi dans la violence et que c'est ce qu'on nous a montré. Les enfants apprennent de leur expérience, alors ceux dont la vie est teintée de violence, bien sûr, ont perpétué le problème.

L'objectif était aussi de rétablir nos enseignements traditionnels, de longues conversations au sujet des pensionnats, de la protection de l'enfance, des services correctionnels fédéraux, de toutes les raisons pour lesquelles les gens ont été déplacés et empêchés de comprendre notre culture.

● (1535)

L'objectif, c'est d'inspirer les hommes à aider d'autres hommes, et de les aider à comprendre que toute violence à l'égard des femmes ne peut pas être uniquement la responsabilité des femmes autochtones ou de toutes les femmes; les hommes ont un rôle à jouer aussi.

Le dernier élément, mais non le moindre, c'est de soutenir les hommes qui choisissent de ne pas avoir recours à la violence. C'est ce que nous faisons grâce à une diversité de programmes, y compris des programmes culturels. Nous offrons un cours qui dure 12 ou 16 semaines. Il y a un programme défini. Le cours concerne les histoires de violence, les traumatismes intergénérationnels. On y aborde le besoin d'examiner sa propre attitude et de commencer à apporter des changements à ses relations, les relations intimes en particulier. Le cours inclut du counseling de soutien individuel, des activités en groupe, des cercles et une diversité d'activités dans le cadre desquelles les hommes peuvent tisser des liens et se soutenir les uns les autres. Le modèle est très simple.

Les hommes autochtones à Kenora ont soutenu les initiatives Reprenons la nuit. Ils ont assuré la participation d'une entreprise locale, qui leur donnait du café, et ils distribuaient du café toute la nuit et protégeaient le parcours du défilé. Ils encourageaient les hommes à venir et à fournir du soutien. Sur place, ils enseignaient aux hommes des façons très simples de composer avec leurs pouvoirs et de prendre du recul et, même s'ils ne faisaient que marcher dans la même direction, cela ne les oblige pas à marcher derrière une femme. Ils peuvent attendre quelques minutes. Ils peuvent traverser la rue. Ils peuvent faire plein de choses très simples que, malheureusement, beaucoup de personnes ignorent. Nous pouvons organiser plein de campagnes de sensibilisation publique, mais si on ne cible pas certaines personnes précises, qu'on n'utilise pas un langage ou qu'on ne les produit pas d'une façon adaptée à notre communauté, ces efforts ne seront pas très pertinents.

L'autre enjeu que je voulais mentionner ici, c'est que ce ne sont pas tous les gestes de violence dirigés vers les jeunes femmes et filles autochtones et les femmes en général qui viennent de notre communauté. C'est important pour un comité comme le vôtre d'adopter un point de vue global. Lorsqu'on adopte un tel point de vue général, il ne faut pas oublier que les enjeux autochtones ne cadrent pas nécessairement à la perfection avec vos propositions de sensibilisation publique ni vos campagnes. Il peut y avoir d'autres choses.

Nous avons formulé une série de recommandations pour vous. L'une, c'est que vous créiez une initiative nationale qui vise toute forme de violence contre les filles et les jeunes femmes autochtones, ce qui est lié au mandat dont vous nous avez demandé de vous parler aujourd'hui. Dans ce programme, vous devez aussi tenir compte des adolescents et des jeunes. Plus rapidement on normalise des

comportements positifs et moins violents, plus on aura de succès. Nous voulons pouvoir transmettre ces choses non seulement aux groupes de jeunes qui ont déjà intégré une certaine forme de violence dans les relations et qui posent de tels gestes, mais le plus rapidement possible.

Dans le programme Kizhaay, nous offrons un programme de pairs pour les jeunes hommes et un programme de mentorat pour eux dans le cadre desquels un jeune homme travaille avec les intervenants de Kizhaay dans la communauté et apprend à parler de ces choses dans ces groupes de pairs. Nous croyons aussi que des cours de formation sur les compétences culturelles et autochtones et la lutte au racisme, l'une des choses dont la Commission de vérité et de réconciliation a parlé, sont bons pour tout le monde, et nous devrions faire ce genre de choses. Parfois, les causes de la violence deviendront plus claires. Lorsqu'on comprend d'où vient la violence, on peut mieux comprendre les comportements et on est plus susceptible de régler les problèmes.

Nous appuyons le renforcement des capacités des organisations autochtones. Nous devons faire une partie de ce travail, mais ce ne sera pas avec l'argent qu'on reçoit habituellement.

La dernière chose dont je voulais vous parler, c'est que le Comité pourrait jouer un rôle important. Nous avons organisé un certain nombre de sommets pour les femmes autochtones. Nous sommes sur le point d'en tenir un cinquième. Dans le cadre de ces sommets nationaux des femmes autochtones, un peu partout au pays, nous parlons des façons dont la situation des femmes autochtones pourrait être améliorée. Nous avons formulé des tonnes et des tonnes de recommandations. C'est un processus fédéral, provincial et territorial, mais personne n'assure un suivi de la mise en oeuvre de l'entente. Vous pourriez jouer un rôle très important en parlant de façon stratégique de l'élimination de la violence non seulement contre les filles et les jeunes femmes, mais contre toutes les femmes autochtones en faisant un suivi de ces choses. Si vous disiez de temps en temps que vous voulez une mise à jour des progrès réalisés dans le cadre de ces initiatives et savoir ce qui est fait, il serait peut-être plus facile d'intégrer ce qui est fait. Vous pourriez jouer un rôle important en veillant à ce que les provinces et le gouvernement fédéral se parlent réellement, et qu'ils ne se limitent pas seulement à parler, en fait, mais peut-être qu'ils fassent preuve de responsabilisation, pour une fois.

Je vais m'arrêter ici.

● (1540)

La présidente: Très bien. Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à Jamie Taras, du Club de football des Lions de la Colombie-Britannique. Vous avez 10 minutes.

M. Jamie Taras: Salutations de la Colombie-Britannique. Merci beaucoup de m'avoir invité à participer à la téléconférence aujourd'hui.

Je vous transmets les excuses et les salutations de Tracy Porteous, la directrice exécutive de la Ending Violence Association de la Colombie-Britannique. Elle est en Irlande aujourd'hui pour parler de notre programme. Me voici dans cette pièce carrée devant un téléviseur, tandis qu'elle voyage en Irlande, mais je suis ravi d'être ici pour discuter d'une initiative à laquelle notre organisation, le Club de football des Lions de la Colombie-Britannique, est honoré de participer depuis six ans. Je veux vous parler rapidement de la façon dont tout a commencé, parce que c'est vraiment un partenariat.

Tracy a communiqué avec l'organisation des Lions de la Colombie-Britannique pour parler d'une idée qu'elle avait. D'une certaine façon, je disais que c'était fou, mais, selon elle, la façon d'aider à changer la situation de la violence à l'égard des femmes, c'était de faire participer les hommes et, en particulier, des personnalités sportives et des joueurs de football bourrus et durs à cuire.

Cette idée lui est venue parce que la grande majorité du travail réalisé jusqu'à présent l'était par des organisations de femmes: la façon d'aider les victimes, d'assurer la sécurité des femmes, de leur montrer les signes avant-coureurs, d'interagir avec les victimes lorsque quelque chose de terrible est arrivé, de leur redonner leur identité et leur confiance et ce qu'il faut faire des agresseurs. Tout ce travail a été fait.

Ce merveilleux travail était fait par des femmes et des organisations de femmes, mais il manquait la voix des hommes. On traitait cet enjeu comme un enjeu de femmes depuis bien des années alors qu'en fait, c'est un enjeu lié aux hommes, parce que ce sont eux qui commettent la plus grande partie de ces crimes.

Elle est venue nous voir avec cette idée que c'est nous, en tant qu'athlètes, qui pouvions utiliser notre tribune et notre voix pour aider à parler précisément aux hommes et aux garçons au sujet de la violence fondée sur le genre et leur expliquer en quoi ils peuvent faire partie de la solution. C'est là où l'idée nous a menés.

Tracy dit toujours que nous avons accepté tout de suite, mais nous en avons beaucoup parlé. Évidemment, c'était un gros risque pour notre organisation. Lorsqu'on regarde l'histoire de notre organisation et qu'on se tourne vers son avenir, un jour, quelqu'un fera une erreur, un joueur ou un membre de notre organisation fera quelque chose de mal, ce sera lié à la violence à l'égard des femmes, et on se retrouvera avec la tête sur le billot en attendant le couperet.

Comme nos dirigeants l'ont dit, un besoin se fait sentir dans notre collectivité, nous avons l'occasion de changer les choses, alors nous le ferons. Nous gérerons les problèmes lorsqu'ils se présenteront, et nous le ferons de façon appropriée. Nous ne nous cacherons pas, mais nous avons une occasion de changer les choses, et nous voulons faire partie de la solution. C'est ainsi que tout a commencé.

Et qu'est-ce qu'on fait exactement? Notre programme s'appelle *Be More Than a Bystander*. Le programme a deux objectifs: on voulait amorcer une conversation parce que personne ne parlait de la violence à l'égard des femmes. Cette conversation n'avait pas lieu. Ce n'est pas quelque chose dont les hommes parlent. Si on soulève cet enjeu dans une salle, les hommes deviennent totalement silencieux. Il faut avoir cette conversation, et il faut aussi qu'il y ait un appel à l'action et qu'on fasse quelque chose. C'est ce en quoi consiste le programme *Be More Than a Bystander*.

Même si la grande majorité des crimes sont perpétrés par des hommes, la vaste majorité des hommes ne sont pas des agresseurs. Bon nombre d'entre nous ont vu des amis ou des personnes faire des blagues rebutantes ou afficher des attitudes négatives à l'égard des femmes, ou encore nous connaissons peut-être quelqu'un, peut-être un ami, qui a de la difficulté dans sa relation et nous ne faisons rien, parce que nous ne savons pas comment nous y prendre. Nous ne voulons pas nous en mêler. Nous avons l'impression que ce n'est pas à nous de le faire. Il est là, le défi. Que pouvons-nous faire pour pousser la grande majorité des hommes, qui sont des hommes bons, des hommes gentils, à passer à l'action et à participer à la conversation, et à la solution, plutôt que de faire partie du problème? En restant silencieux, nous approuvons ce qui se passe.

Nous ne voulions pas être de simples témoins. Nous voulions briser le silence sur la violence faite aux femmes. C'est ce que nous faisons, et nous le faisons de trois façons.

Premièrement, nous présentons des exposés, surtout dans des établissements d'études secondaires partout dans la province de la Colombie-Britannique. Nos joueurs vont dans les écoles et parlent à des centaines, parfois des milliers, d'étudiants au sujet de ces enjeux: qu'est-ce qui se passe, quels sont les faits, quelles sont les statistiques, la forme que cela peut prendre dans leur école ou leur collectivité et, enfin, la façon dont ils peuvent faire partie de la solution, des choses simples qu'ils peuvent faire pour ne pas être de simples spectateurs s'ils sont témoins de quelque chose. Voilà le genre d'exposés que nous présentons.

● (1545)

Deuxièmement, il y a la publicité et la promotion, l'aspect « services publics ». Nos joueurs, à la télévision, à la radio et dans le stade, communiquent le message selon lequel il faut être plus qu'un simple spectateur et parlent des choses simples qu'on peut faire pour participer de façon positive et essayer de sensibiliser les gens et de faire participer plus de personnes à la conversation.

Et troisièmement, nous avons réussi à produire un film éducatif, qui a été distribué partout dans la province dans toutes les écoles secondaires et dans un certain nombre d'organisations qui traitent de la violence à l'égard des femmes, afin qu'il reste une ressource qui nous survivra lorsque nous ne serons plus là. Le programme a connu un succès retentissant.

C'est ce que nous faisons. Je vais vous fournir certains chiffres.

Nous avons rejoint plus de 86 000 étudiants dans la province grâce à nos exposés au cours des cinq dernières années, et nous commençons la sixième année du programme. C'est immense. Nous sommes fiers de vous apprendre que les étudiants sont tout à fait prêts à participer à la conversation. Les étudiants ont vraiment le goût de participer à la conversation. Nous avons aussi fait plus de 500 millions d'impressions — et Dieu merci, ce n'est pas moi qui ai eu à les compter — grâce à nos publicités, nos publicités à la radio, aux documents sur notre site Web et aux consultations sur notre site Web et le site de l'EVA, alors nous arrivons très bien à communiquer notre message aussi.

Selon moi l'une des principales mesures de notre succès, c'est que nous recevons beaucoup de demandes d'information d'un grand nombre d'autres organisations qui veulent que nous les aidions à créer des programmes *Be More Than a Bystander* au sein de leur organisation, que ce soit l'Institut de technologie de la Colombie-Britannique, l'Université Simon Fraser, les Blue Bombers de Winnipeg ou Saskatchewan Football, pour ne nommer que quelques organisations avec lesquelles nous travaillons de pair avec la *Ending Violence Association* de la Colombie-Britannique. Nous les aidons à créer leurs propres programmes pour communiquer le message. Nous savons que nous avons du succès parce que les gens s'intéressent beaucoup à ce que nous faisons et au succès que nous avons dans cette aventure.

Évidemment, nous avons eu de l'aide pour en arriver là. Condition féminine Canada, le gouvernement fédéral, la province et même le milieu des affaires, par l'intermédiaire d'organisations comme *EnCana*, ainsi que les syndicats et la fédération des travailleurs de la Colombie-Britannique ont tous été des partenaires. Nous avons aussi des partenaires municipaux, la Ville de Surrey et la Ville de Vancouver. Sans leur soutien, nous n'aurions jamais pu réaliser le programme.

Tracy a pris la parole devant les Nations unies. Comme je l'ai mentionné, elle est en Irlande. Nous avons gagné un prix de l'Association des radiodiffuseurs de la Colombie-Britannique, ce qui nous a valu, si je ne m'abuse, 2 millions de dollars en publicité gratuite. Cela nous a vraiment aidés. Nous avons eu beaucoup de réussites dans le cadre du programme en tant que tel.

Je dirais que certains de nos défis sont liés en fait au besoin de distribuer un peu partout nos ressources. Comme je le rappelle toujours à Tracy, même si elle représente une organisation sans but lucratif qui vise à mettre fin à la violence à l'égard des femmes, de notre côté, nous sommes une organisation de football professionnel devant gagner des championnats et fournir un divertissement hors pair. C'est un poids sur nos ressources. Assurément, je dirais que l'une de nos principales préoccupations concerne le financement à long terme du programme. La façon dont nous voyons les choses avec Tracy, c'est que nous devons aborder ce dossier comme la lutte au tabagisme ou à l'alcool au volant. Il faudra des années et des décennies pour changer les attitudes et changer les comportements. Malheureusement, de la façon que nous voyons le processus actuellement, on bénéficie de subventions pendant deux ou trois ans, mais, ensuite, une fois la subvention épuisée et après tout le bon travail qu'on a fait et tous les efforts déployés, on ne peut plus présenter de demande dans le cadre du même programme, alors il faut faire trouver des façons de faire créatives. C'est peut-être un dossier où vous pourriez vraiment nous aider. Un financement à long terme est-il possible? Je crois vraiment que c'est ce qu'il faudra si nous voulons changer les choses à long terme.

Au bout du compte, notre programme est une question de leadership. Je demande aux personnes présentes dans la salle de lever la main s'il y a une femme dans leur vie dont ils ont le bien-être à coeur. En fait, c'est de cela qu'il s'agit. Il n'est pas question d'hommes qui viennent à la rescousse des femmes, ce n'est pas ça. Le processus consiste à unir ses forces avec une femme dans une relation pour créer un changement, créer une solution. Je crois vraiment que c'est cela, l'essentiel du programme Be More Than a Bystander. Je tiens à souligner à quel point ce partenariat est important.

En tant que directeur des relations communautaires, c'est l'une de mes principales préoccupations. Nous ne sommes pas des experts de la violence fondée sur le genre: nous sommes des experts du football, et, malgré tout, nous avons appris beaucoup, et avec l'encadrement de l'EVA de la Colombie-Britannique, nous avons réussi à communiquer ce message. Je crois que nous réussissons en raison de ce partenariat. Pour une raison ou pour une autre, les enfants et les jeunes hommes nous écoutent. Peut-être que leurs enseignants, leurs parents ou quelqu'un d'autre leur a déjà transmis le même message et qu'ils ne l'avaient jamais entendu, mais ils ont fini par l'entendre de notre part, parce que, pour une raison quelconque, ils nous ont mis sur un piédestal.

• (1550)

Encore une fois, les six dernières années ont été extraordinaires — nous terminons la sixième année — et je vous remercie de m'avoir permis de vous parler aujourd'hui.

La présidente: C'est excellent. Merci beaucoup.

Nous allons commencer la série de questions avec ma collègue, Mme Damoff, pour sept minutes.

Mme Pam Damoff (Oakville-Nord—Burlington, Lib.): Merci à vous tous d'être ici et en ligne.

Jamie, je vais commencer par vous. Premièrement, félicitations pour votre victoire.

M. Jamie Taras: Merci.

Mme Pam Damoff: Bonne chance contre Calgary. Je suis partisane des Argos, cependant, mais nous n'étions même pas dans la course cette année.

J'adore votre programme. Avez-vous essayé de l'élargir pour l'offrir partout au pays en collaboration avec d'autres équipes de la LCF? Vous avez donné quelques exemples — je crois que vous avez parlé du football mineur de Winnipeg et de la Saskatchewan —, mais il y a des équipes partout au pays.

Je sais que les Argos réalisent un programme de lutte contre l'intimidation appelé Huddle Up. Chaque équipe semble créer ses propres programmes. Avez-vous essayé d'offrir votre programme partout au Canada?

M. Jamie Taras: C'est une excellente question. J'aurais dû mentionner deux choses. Premièrement, la LCF elle-même a adopté une politique sur la violence faite aux femmes, et tous les membres de la Ligue canadienne de football, y compris les athlètes, les entraîneurs et les employés, sont visés. C'est l'une des choses qui, si je peux me permettre, ont découlé de notre initiative, et c'est en partie une conséquence de ce que nous avons commencé et de tout le travail de Ending Violence BC.

Cette dernière a aussi mis sur pied l'organisation Ending Violence Association of Canada et a travaillé en collaboration non seulement avec Winnipeg, mais avec Calgary, Edmonton et Toronto. En outre, Hamilton a aussi manifesté son intérêt. Assurément, nous participons au processus. L'un des objectifs à long terme, c'est d'assurer la participation de toutes les autres organisations de la LCF. Jusqu'à présent, nous avons eu pas mal de succès avec les organisations que nous avons aidées.

Si étrange que cela puisse paraître — vous savez à quel point le football est compétitif — je me rends à Winnipeg en compagnie de membres de l'EVA de la Colombie-Britannique, pour former des joueurs de football de Winnipeg afin qu'ils participent au programme. Il est évident que nous avons mis notre esprit de compétition de côté pour se dire: « Hé, qu'est-ce qui serait le mieux pour la collectivité dans ce dossier? »

Mme Pam Damoff: C'est un autre point qui a été soulevé lorsqu'il était question d'intégrer des hommes et des garçons dans le cadre de la conversation: il faut réunir les bonnes personnes dans la salle pour qu'elles prennent part à la conversation. J'ai assisté à un séminaire récemment au collège Sheridan, à Oakville. Dans la pièce, il y avait, je dirais, environ 90 % de femmes, alors ce n'était pas nécessairement le bon auditoire. Dans le cadre de votre programme, vous faites participer tout le monde dans les écoles. Est-ce essentiellement ce que vous faites? Y a-t-il des assemblées?

M. Jamie Taras: Oui, absolument.

Je vais fournir un petit peu plus de renseignements. Nous organisons une assemblée majeure qui réunit toute l'école. Je me souviens lorsque nous avons montré pour la première fois une vidéo d'une telle assemblée aux femmes qui faisaient partie de notre comité directeur et qui contribuaient au programme depuis 32 ans. Elles pleuraient, littéralement, parce que, lorsqu'elles parlaient dans les écoles, il y avait peut-être 15 personnes dans la salle et, comme pour revenir sur ce que vous avez dit, 14 d'entre elles étaient des femmes. Nous avons 1 000 personnes dans la salle, des garçons et des filles, des jeunes hommes et des jeunes femmes, et nous parlons à tout le monde.

Nous donnons un aperçu du problème et précisons comment les gens peuvent participer. Puis, nous tenons un atelier avec un groupe de leadership de l'école. Il y a environ de 20 à 25 étudiants, et nous approfondissons les choses et passons en revue des scénarios qui sont liés à leur école. Puis, nous parlons de la façon dont ils peuvent changer les choses et favoriser le changement dans leur école.

Nous en sommes venus à la même conclusion que vous deux. Si c'est facultatif et que vous dites aux gens venez pendant le dîner pour apprendre des choses et rencontrer des membres des Lions de la Colombie-Britannique, il y aura probablement plus de femmes, et vous n'aurez pas rejoint les bonnes personnes. Nous avons constaté que travailler avec les écoles est l'approche qui convient le mieux.

Mme Pam Damoff: C'est excellent. Merci. Je suis vraiment heureuse de voir ce que vous faites.

Est-ce que votre programme s'attaque aussi à la cyberviolence?

• (1555)

M. Jamie Taras: Il aborde une bonne partie de ces choses. Dans un des scénarios, nous parlons des messages texte et du fait que, si vous avez un ami qui contrôle sa petite amie et qui a toujours besoin de savoir où elle est et ce qu'elle fait, c'est un vrai signe de problème. Nous abordons certains des enjeux liés aux médias sociaux aussi. Bien sûr, c'est un domaine qui est en expansion, malheureusement, et un environnement où les agresseurs peuvent se cacher beaucoup plus facilement.

Mme Pam Damoff: Merci.

Mesdames, votre programme est fantastique. Merci de ce que vous faites. L'une des choses que d'autres groupes qui travaillent auprès des hommes nous ont dit, c'est qu'ils manquent de financement, et qu'il y a une quantité de fonds limitée à distribuer. C'est probablement quelque chose que vous constatez aussi dans le cadre de vos programmes en Colombie-Britannique. Vous avez du financement, mais vous voulez mettre l'accent sur les victimes, et donc, une fois cette partie des fonds utilisée, il n'en reste pas beaucoup à consacrer aux hommes et aux garçons. Est-ce un problème que vous avez rencontré?

Mme Sylvia Maracle: Oui, nous l'avons rencontré. Nous offrons des programmes par l'intermédiaire d'initiatives provinciales appelées la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones. C'est la seule stratégie globale au Canada. Grâce à la réussite de cette stratégie, pour revenir sur certains des points soulevés par Jamie et répondre à la question que vous avez posée, les femmes dans notre collectivité sont allées plus loin dans leur processus de guérison. Elles y travaillent depuis plus longtemps. Nous avons constaté que nous devons permettre aux hommes de participer à la conversation. C'est une méthode qui fonctionne bien. Le chef du groupe du programme Kizhaay est lui-même un homme bon. Les gens qui viennent veulent être des hommes bons et sont prêts, pendant un certain nombre de semaines, à s'ouvrir et à créer une telle situation.

En général, nos groupes de jeunes, tant les garçons que les filles, abordent beaucoup plus la question cybernétique, que ce soit pour parler de harcèlement criminel, d'intimidation, de harcèlement ou je ne sais quoi d'autre. Je vous regarde, et je suis sûre que certains d'entre vous sont extrêmement débrouillards par rapport aux technologies, mais, soyons francs, vous avez probablement des enfants qui pourraient pénétrer dans le système de la Défense nationale plus rapidement que quiconque.

Nous distribuons les fonds. Nous regardons bouger les choses, absolument, on manque de financement. Dans notre cas, si l'on

regarde les services correctionnels fédéraux, on parle environ de 30 % à 70 % ou 80 % de la population totale dans vos provinces et territoires. C'est un public captif. Je vous garantis qu'ils ont été blessés d'une façon ou d'une autre. C'est la raison pour laquelle ils sont là et la raison pour laquelle ils se comportent ainsi. Nous pourrions offrir ces programmes. Nous discutons avec la GRC actuellement, mais je dois vous dire que beaucoup d'hommes ne voudront pas participer à un cercle animé par la GRC.

Mme Pam Damoff: Effectivement.

Mme Sylvia Maracle: Durant les cours de formation, nous leur parlons des personnes responsables de la liaison communautaire. Nous avons une exigence en vertu de laquelle il faut respecter certains critères pour être un homme bon. Premièrement, une femme qui n'a pas de lien avec vous, qui n'a jamais eu de relation avec vous et qui est connue dans la collectivité doit se lever et dire que, oui, elle vous soutient. Il faut qu'une organisation vous soutienne et vous devez fournir vos propres références. Il y a des enjeux liés au CIPC. Il faut être prêt à agir de la sorte, parce qu'il y a des risques de créer des environnements où le comportement des gens peut empirer.

Il n'y a pas beaucoup d'argent. Franchement, je dois féliciter le premier ministre actuel de la province, qui est vraiment déterminé à lutter contre le harcèlement sexuel...

La présidente: Je suis désolée, le temps est écoulé.

Nous allons passer à Mme Harder pour sept minutes.

Mme Rachael Harder (Lethbridge, PCC): Ma première question vous est destinée, Sylvia, et elle concerne le programme que vous offrez. Je crois que vous faites de l'excellent travail, soit dit en passant, et vous méritez nos félicitations. Lorsque vous réfléchissez à la violence à l'égard des femmes, particulièrement à l'égard des femmes autochtones, quelles sont, selon vous, les principales causes?

Mme Sylvia Maracle: Les contrecoups des pensionnats, le système de protection de l'enfance et ses séquelles, le système de justice pénale et ses séquelles, la Loi sur les Indiens et ses séquelles relativement aux politiques de genre: ce sont de graves, graves problèmes. Il faut voir la réalité en face: les gens intériorisent les mauvais comportements qu'ils apprennent et, au bout du compte, il n'est plus nécessaire de les coloniser. Ils le feront eux-mêmes s'ils vivent cette situation assez longtemps. Il y a des tendances majeures à renverser. Lorsqu'on regarde la violence et l'origine des comportements, c'est causé par tous ces genres de choses dans nos collectivités. Ça vient aussi, franchement, du racisme. Vous savez, c'est quelque chose qu'on entendra souvent et clairement dans le cadre de la commission d'enquête sur les femmes et filles autochtones qui ont disparu et qui ont été assassinées, c'est évident. Pour ce qui est de savoir pourquoi nous avons toléré cette situation pendant aussi longtemps dans la société, nous n'allons pas vraiment aimer la réponse, mais ce sont les causes sous-jacentes.

Je crois que les enfants qui sont passés par ces systèmes ont été blessés. Ils n'ont pas bénéficié d'un bon soutien parental. Ils n'ont pas été serrés dans des bras. Ils ont été victimes de violence physique ou mentale, émotionnelle et spirituelle. Ils ont été victimes d'agression sexuelle. Ils vont passer à l'acte. Un des enjeux, selon nous, c'est d'essayer d'intervenir le plus tôt possible. J'ai participé à la mise sur pied d'un programme national appelé Programme d'aide préscolaire aux Autochtones. On peut enseigner aux enfants les bonnes façons et les mauvaises façons de toucher. On peut leur dire à qui ils peuvent faire confiance dans leur vie, à qui ils peuvent parler et toutes ces choses. Et si nous n'avions pas à avoir 27 ans ou 37 ans ou avoir tel ou tel titre lorsque nous affirmons avoir été victimes de violence? Et si nous pouvions intervenir plus tôt? Et si nous avions du soutien pour les filles et les garçons afin de régler ce problème? Je crois que nous serions tous plus en santé et plus heureux.

• (1600)

Mme Rachael Harder: Merci.

Comment procédez-vous pour que les hommes et les garçons veuillent suivre vos programmes et participer au processus.

Mme Sylvia Maracle: Nous essayons de faire le genre de choses que Jamie fait.

Nous communiquons ce que nous avons à offrir, et quelques braves personnes viennent de l'avant. Habituellement, ces personnes sont prêtes. Ces hommes sont peut-être déjà devenus des hommes bons, mais ils veulent comprendre quelles sont les origines historiques de tout ce mal. Nous organisons des événements culturels. Nous servons de la nourriture.

Certaines personnes sont aiguillées vers nous par les tribunaux, particulièrement lorsque la Couronne est d'accord. Il ne s'agit pas d'un processus de déjudiciarisation à proprement parler, mais, dans notre province, nous disposons d'une structure qu'on appelle le Programme d'intervention auprès des partenaires violents dans le cadre duquel des gens acceptent de faire certaines choses. Certaines personnes le font en raison de l'ordonnance d'un tribunal, et c'est un peu plus difficile de travailler avec eux. C'est la différence entre un programme de 12 semaines et un programme de 16 semaines, non? Je dois vous convaincre un peu plus longtemps.

Certaines personnes appellent pour dire ce qui est arrivé et en parler, et elles bénéficient d'un soutien individuel. Ensuite, ces personnes se présentent de façon plus officielle et finissent par participer au programme.

Nous avons des groupes d'étudiants à l'université qui sont vraiment intéressés et, dans nos groupes de jeunes, ils veulent faire les choses différemment. Ces personnes deviennent des pairs mentors ou des pairs conseillers. Ils offrent du soutien par les pairs et ils veulent le faire. Je crois que les gens arrivent de toutes sortes de façons.

Il y a des femmes qui participent à nos programmes de guérison et de bien-être. Si elles sont avec leur partenaire, ce n'est pas quelque chose que nous ignorons, et le programme Kizhaay prendra les devants pour offrir du soutien. Qu'on le veuille ou non, il y a des choses qui sont des secrets de polichinelle. Il y a des endroits où les gens peuvent aller.

On me dit que, dans certaines petites collectivités, ça commence dans un Tim Hortons et, au bout du compte, quelqu'un se présente, et on peut parler à quelqu'un.

Les personnes qui permettent ces premières étapes sont des gens très importants, et la formation dont elles bénéficient et leur orientation deviennent vraiment très importantes aussi.

Mme Rachael Harder: Merci beaucoup.

Jamie, ma prochaine question vous est destinée.

Pouvez-vous nous décrire certaines des grandes surprises que vous avez eues en réalisant ce programme dans les écoles secondaires et en interagissant avec les étudiants? Quelles sont certaines des choses les plus surprenantes que vous avez vues?

M. Jamie Taras: Je dirais que la plus grande surprise, c'est le désir de participer à la conversation. Avant de commencer, j'étais vraiment préoccupé parce qu'il s'agissait d'un sujet très sérieux. Notre organisation a fait beaucoup de travail dans les écoles. Je dirais que tout était beau et léger, et c'était un sujet sérieux. Je ne savais pas de quelle façon les écoles allaient réagir ni comment les étudiants allaient réagir. J'ai été surpris par le niveau d'engagement des étudiants, parce qu'ils voient bien ce qui se passe. Ils en sont à une étape du secondaire où ils commencent à avoir des relations, et certaines de ces choses se font jour: les malaises, le questionnement sur ce qu'ils doivent faire, la question de savoir si c'est correct et les enjeux liés au consentement et ce à quoi ça ressemble. Nous pourrions littéralement être là toute la journée pour leur parler. Par conséquent, j'ai été très surpris de leur niveau d'engagement.

Il y a eu une situation où nous avons effectué un suivi, parce que nous essayons d'utiliser la technologie et les appels sur Skype. Un de nos joueurs a parlé à un groupe auquel il avait rendu visite, et, cette fois-là, il a vu les gars qui riaient à propos de quelque chose. Il leur a posé des questions à ce sujet et il s'est fait dire qu'une personne ciblait les étudiants du secondaire en mettant de la drogue dans leurs consommations.

Grâce à ces conversations, nous avons pu faire intervenir la GRC. Nous avons réussi à assurer la participation de la police et de l'école. Comme je l'ai déjà dit, personne ne tenait ces conversations, et sans celles-ci, nous ne pouvons pas découvrir ce qui se passe vraiment dans une école ou une collectivité.

• (1605)

Mme Rachael Harder: Très rapidement, Jamie, pouvez-vous décrire à quoi ressemblent vos présentations dans les écoles secondaires?

Il me reste seulement 30 secondes pour entendre votre réponse.

M. Jamie Taras: Nous faisons notre exposé devant une grande assemblée. Nous avons notre joueur, notre présentation PowerPoint avec nos vidéos et tout le reste. Après, nous tenons des ateliers en petits groupes avec les élèves et passons en revue différents scénarios.

J'espère ne pas avoir dépassé 30 secondes.

La présidente: Votre temps est écoulé.

Madame Malcolmson, vous avez sept minutes, vous aussi.

Mme Sheila Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Merci à tous les témoins. Je tiens à dire à l'Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres que votre organisation fait un travail merveilleux. Votre exposé était si clair que je n'ai aucune question à vous poser, et nous allons suivre bon nombre de vos recommandations. Je vous suis très reconnaissante de votre travail.

Puisque je suis députée sur l'île de Vancouver, j'entends beaucoup parler du programme des Lions de la Colombie-Britannique. Il y a, dans ma circonscription de Nanaimo, un refuge pour femmes battues de la Haven Society. Cette dernière vante souvent ses partenariats et l'impact du travail qui est accompli par les Lions. Elle fait constamment l'éloge de la Ending Violence Association; cette ONG a vraiment pris sous son aile un grand nombre d'équipes sportives. Je suis surtout rassurée par le fait qu'il y a des leaders dans le monde du sport qui utilisent leur autorité, leur pouvoir et leur influence afin de véritablement faire évoluer cette discussion.

Anne Taylor, la directrice générale de la Haven Society, m'a fait part d'un incident où, après une séance de formation avec un groupe d'activistes et d'éducateurs dans le domaine de la violence faite aux femmes, il y avait en bas de l'escalier mécanique une bande de jeunes hommes qui s'amusaient bruyamment. Son groupe à elle se trouvait en haut. Les jeunes hommes se bouscuaient un peu et incommodaient certaines personnes qui se trouvaient là. Du haut de l'escalier, une personne qui avait suivi une formation des Lions de la Colombie-Britannique a lancé, avec sa grosse voix, « Un peu de respect les gars! », et tout le monde s'est calmé d'un coup. Toutes les femmes du mouvement contre la violence familiale ont dit qu'elles n'auraient jamais réussi à faire cela. Elles n'auraient pas eu le même impact. C'était un exemple impressionnant de leadership. C'est un petit incident, mais pour les gens qui travaillent en première ligne et qui affrontent ce problème depuis vraiment longtemps, c'est la preuve qu'il y a une évolution importante. Nous n'arriverons jamais à régler le problème sans solidarité. Alors, merci.

J'ai aussi été très touchée par l'histoire que Jackson Katz a racontée dans son exposé. Il a été responsable de la formation des Lions de la Colombie-Britannique, est-ce exact?

M. Jamie Taras: Oui, c'était notre entraîneur.

Mme Sheila Malcolmson: Pourrais-je vous demander de raconter l'histoire — parce que je sais que vous la connaissez aussi — à propos de la séance qui commence avec une question aux participants masculins sur la façon dont ils planifient leur sécurité?

M. Jamie Taras: Eh bien, il nous a demandé de nous asseoir. Nous sommes tous assez costauds, évidemment — nous sommes des joueurs de football professionnels — et il y avait aussi des joueurs de football de l'Université de la Colombie-Britannique avec nous. Il nous a demandé quel était notre plan d'action, notre plan de sécurité, quand on sortait en ville le soir. Nous nous sommes tous regardés en nous demandant de quoi il parlait. Il nous a dit: « À quoi réfléchissez-vous? À quoi est-ce que vous réfléchissez quand vous marchez la nuit dans un stationnement mal éclairé ou quand vous sortez dans un bar? » Nous avons répondu: « Qu'est-ce que tu veux dire? On se lave, on met du désodorisant, et on y va. »

On ne comprenait pas du tout. Ensuite, il nous a demandé: « Eh bien, selon vous, qu'est-ce que les femmes font? » Nous avons commencé à réfléchir sur le fait qu'elles doivent s'assurer de stationner leur voiture dans un endroit éclairé, de ne pas monter pas dans un ascenseur s'il y a déjà quelqu'un à l'intérieur, ou du moins si c'est un homme, d'être accompagnées quand elles se promènent dans un stationnement, etc.

Cela fait 23 ans que je suis marié, et, en tant qu'homme un peu obtus, je me rappelle être rentré chez moi et avoir demandé à mon épouse, Jen, si elle réfléchissait vraiment à ce genre de choses quand elle sort seule la nuit. Elle a répondu: « Bien sûr que j'y pense. »

Vous savez, je ne m'étais jamais mis à sa place. Une partie de notre formation vise à comprendre la réalité des femmes, parce que je peux vous dire en toute honnêteté que je n'ai jamais vraiment quitté ma

maison en craignant pour ma sécurité. Je crois que se mettre à la place de quelqu'un d'autre aide à voir les choses d'une autre façon, à vous donner l'empathie nécessaire pour vous soucier des autres. Je crois que c'est ce que nous essayons de montrer aux hommes — ainsi qu'aux jeunes garçons, la relève — qui n'ont jamais eu à y réfléchir.

Mme Sheila Malcolmson: On me l'avait aussi raconté de cette façon. Les femmes doivent constamment et activement prendre des mesures pour assurer leur propre sécurité, et il aurait été impossible pour ces hommes de comprendre cet état d'esprit sans avoir fait l'exercice que Jackson Katz a proposé pendant la première formation des Lions de la Colombie-Britannique. C'était un début de conversation très percutant, et ça a rendu le reste de l'enseignement beaucoup plus accessible. Selon ce qu'on m'a raconté, la façon dont cela a poussé d'autres alliés à se joindre à la conversation était pratiquement magique.

Pouvez-vous nous parler un peu plus de la façon dont l'expérience des Lions de la Colombie-Britannique a influencé la politique de la LCF relativement à la violence faite aux femmes? Je crois savoir que la Ending Violence Association avait également participé à cet effort.

• (1610)

M. Jamie Taras: Comme je l'ai dit plus tôt, quand nous avons commencé ce programme, les autres équipes de la LCF s'y sont intéressées et ont voulu voir comment le programme était exécuté. Ensuite, la LCF a commencé à le suivre.

Je crois que l'élément déclencheur a été l'horrible incident qui est survenu dans la Ligue nationale de football: la vidéo de Ray Rice qui est devenue virale. La LCF a examiné ses propres politiques pour déterminer si certaines concernaient la violence envers les femmes au travail. Il n'y en avait pas, et c'est pourquoi elle a collaboré avec la Ending Violence Association de la Colombie-Britannique, avec Tracy et avec nous — vu notre expérience avec le programme — pour aider à mettre au point une politique pour toute la LCF.

Actuellement, tous les employés de la LCF ainsi que tous les joueurs doivent suivre cette formation chaque année. Nous venons tout juste de terminer la formation avec les joueurs en novembre. On s'assoit avec un groupe de joueurs et on discute de ces questions. C'est du jamais vu. La politique ne se limite pas seulement à ce qui arrive si un incident survient sur le terrain ou avec un employé. Comment devons-nous réagir à un incident? Aucun incident ne doit être laissé de côté, et des mesures doivent être prises. Il ne suffit pas de punir Ray Rice en l'expulsant de la Ligue nationale de football. De quelle façon est-ce que cela contribue à améliorer, d'une part, la situation et, d'autre part, la relation? Une relation qui se poursuit, d'ailleurs, et qui comprend maintenant d'autres considérations financières.

La LCF a choisi d'adopter une approche beaucoup plus progressiste: elle ne va fermer les yeux sur aucun de ces problèmes, mais elle va s'y attaquer de façon proactive. Elle va trouver de l'aide pour le joueur ou pour l'employé qui en a besoin et va s'assurer que la situation évolue dans le bon sens, au lieu de simplement expulser la personne.

Mme Sheila Malcolmson: Merci.

Le NPD va promouvoir vos recommandations concernant le besoin de reconnaître que les jeunes enfants veulent commencer à suivre ce genre de programme éducatif aussi tôt que possible. Nous allons également essayer de fournir un financement de soutien afin que ces organisations n'aient pas à étirer leur argent d'une année à l'autre.

Merci beaucoup à tous les témoins de leur travail.

La présidente: C'était excellent.

La parole va maintenant à Mme Vandenberg, pour sept minutes.

Mme Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Je tiens à remercier tous les témoins d'avoir reconnu le fait très important que les solutions doivent également venir des hommes. Cette discussion ne peut pas seulement avoir lieu entre femmes. Il faut que les hommes et les femmes y participent.

À propos, plus précisément, des centres d'amitié, vous avez mentionné au début de votre exposé qu'il faut trouver des solutions distinctes lorsqu'il s'agit d'hommes et de femmes autochtones. Vous avez parlé du savoir traditionnel et du besoin de faire preuve de savoir-faire culturel.

Pouvez-vous nous parler un peu plus de la façon dont vos programmes sont peut-être différents, par exemple, de celui des Lions ou d'autres groupes qui travaillent avec les hommes? De quelle façon abordez-vous le problème?

Mme Sylvia Maracle: Comme je l'ai mentionné plus tôt en réponse à une question, les causes profondes ne sont pas les mêmes pour nous. Le reste du Canada n'a pas été touché par les pensionnats indiens. C'est dans le nom: les pensionnats indiens. Ce n'est pas autre chose.

Des personnes ont été chassées de leurs terres, il y a eu la Loi sur les Indiens; toutes ces choses sont propres à notre communauté, au même titre que nos terres et notre langue. Le fait que nous ayons choisi un titre qui peut être traduit... Nous avons mené des activités en Colombie-Britannique dernièrement, et les gens n'ont eu aucun problème à utiliser un vocabulaire adapté à leurs besoins et qui renvoie aux mêmes concepts.

Pour nous, il s'agit d'une forme d'intervention précoce visant à préserver notre identité. Nous croyons que notre identité a été affaiblie par la multitude d'attaques qui a mené au déplacement de nos gens. En tant que femme mohawk, je peux utiliser la cosmologie de ma communauté. Je peux utiliser une salutation qui m'est propre en disant *Skennen'kó:wa*, ce qui veut dire « grande paix à vous ». Si quelqu'un vous bat, alors la grande paix n'est pas avec vous. Si vous vous servez de vos poings ou de la violence sexuelle contre les femmes, alors la grande paix n'est pas avec vous.

Dans notre communauté, certains de nos aînés et représentants traditionnels — et certains tenants de nos philosophies aussi — affirment parfois que nous éveillons la mémoire du sang lorsque nous évoquons ce genre de choses. Mais cela fait partie de notre guérison: nous nous tournons vers le passé pour nous voir et nous comprendre différemment, pour comprendre pourquoi nous éprouvons cette rage. J'espère que ces mots ne sont pas trop forts pour le Comité, mais nous sommes tous humains.

Ces notions ont de l'importance pour nous. Je ne dis pas qu'elles ne pourraient pas s'appliquer à une autre personne, mais notre approche est différente. Une grande partie de notre guérison, de notre sobriété, de notre lutte contre toutes sortes de problèmes comme la toxicomanie ou d'autres problèmes plus récents comme la pornographie... Le gouvernement ne voit aucun problème à nous payer une énorme antenne satellite, mais il ne veut pas payer pour des programmes de guérison ou de bien-être dans nos écoles; c'est pourquoi le contexte fondamental est vraiment différent pour nous.

Selon moi, une personne qui commence à posséder ses propres biens va comprendre qu'elle peut décider de sa propre vie et comprendre les choses dans le monde qui l'entoure. Mais ce genre de choses s'exprime différemment dans notre communauté.

Nous avons énormément d'enfants en famille d'accueil, et du reste, 27 % vivent dans une famille monoparentale dirigée par la mère. Ils n'ont aucun modèle masculin sain pour leur montrer comment se comporter. Je crois que c'est pour toutes ces raisons que notre approche pédagogique doit être adaptée à nos besoins.

J'essaie d'utiliser un vocabulaire moins...

• (1615)

Mme Anita Vandenberg: Merci beaucoup. C'était très touchant.

Nos deux témoins nous ont parlé du fait que les hommes semblent d'abord réticents à prendre part à ce genre de conversations. Ensuite, une fois qu'ils y participent, il semble y avoir un réveil, une réalisation, puis un appétit pour ce genre de discussions.

D'après ce que j'ai compris de vos témoignages, un aspect important repose sur qui dirige la conversation. Vous avez mentionné que la GRC n'est pas nécessairement la bonne organisation pour cela. Il va de soi que les jeunes vont davantage écouter un héros sportif.

Comment faites-vous pour faire participer les personnes qui vont devenir ce genre de chef d'opinion, ceux que l'on va vraiment écouter? Je pose ma question à vous deux.

Madame Maracle, vous pouvez commencer.

Mme Sylvia Maracle: Je crois que Jamie en a parlé. C'est un travail, et il faut qu'il y ait une rémunération. Il ne faut pas y mettre un terme. Si vous pouvez créer un nouvel emploi pour un homme autochtone dans sa collectivité, vous êtes déjà à des années-lumière du reste des gens. Si vous pouvez créer un emploi dont la description de poste est très précise, par exemple: connaissance du savoir traditionnel, amabilité, sobriété, etc., c'est la crème de la crème de la collectivité qui va venir vous voir. Ce n'est pas rien.

Il y a des gens qui font ce genre de chose depuis longtemps. Il y a des hommes qui font cela depuis longtemps. Il y a des aînés et des représentants traditionnels masculins avec qui j'ai travaillé il y a 30 ou 40 ans, à l'époque où j'essayais de comprendre qui j'étais. C'était de bonnes personnes. Nous avons simplement pris un concept culturel dont nous connaissions l'existence, et nous avons dit « ce n'est plus pour tout le monde ». C'est quelque chose à quoi il faut revenir.

J'aimerais vous dire que c'est difficile, mais le fait est que ce n'est pas si difficile. Cela peut paraître drôle, mais le fait est que les hommes vont prendre tout l'espace qu'on leur accorde, alors s'ils veulent prendre leur place, pourquoi ne pas leur donner de l'espace?

Mme Anita Vandenberg: Monsieur Taras, avez-vous quelque chose à dire à propos de la façon dont vous avez mobilisé des leaders que les gens vont écouter?

M. Jamie Taras: Cela se fait de la même façon que nous choisissons notre équipe de football. Nous choisissons les participants. Nous savons quels joueurs de l'équipe ont démontré un intérêt, qui a la bonne attitude et qui a les capacités et les disponibilités requises. Pour eux, c'est un travail. Cela ne fait aucun doute que c'est un travail.

Nous leur versons des honoraires quand nous leur demandons de participer à un programme à long terme. Nous nous assurons qu'ils ont une petite récompense pour les remercier de leur travail. Parfois, ils doivent partir loin de leur famille pendant quatre ou cinq jours. Ils se rendent à huit écoles différentes, qui peuvent se trouver aussi loin que Prince Rupert ou un autre endroit. Donc, nous les choisissons — c'est sûr — et nous les formons.

Je remercie le ciel de nous avoir donné la Ending Violence Association. Nous nous fions vraiment à eux en ce qui concerne le message, les problèmes à résoudre, etc. Nous avons suivi une formation avec Jackson Katz pendant trois journées de huit heures. Il ne suffit pas de simplement discuter du problème pendant une demi-heure avant d'aller faire tout le reste. Nous nous sommes investis dans cet effort. Le leadership doit venir d'en haut. Notre propriétaire, notre président et notre vice-président ont tous suivi une formation sur la violence. Notre organisation s'est investie dans cet effort.

• (1620)

La présidente: Je suis désolée, mais votre temps est écoulé.

Les cinq dernières minutes vont à Mme Vecchio.

Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC): Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je vais commencer le deuxième tour de table en continuant avec Jamie.

Je suis une grande amatrice de sports. Je regarde beaucoup le sport, et je dois dire qu'il y a eu beaucoup de commentaires à propos de la violence dans les sports.

Trouvez-vous que c'est injuste? La violence envers les femmes n'est pas causée par une bataille au hockey, le genre d'échauffourées qui se produit dans divers sports. Croyez-vous que ces commentaires sont injustes, ou croyez-vous que la violence sportive est parfois susceptible de se transposer dans la vie conjugale?

M. Jamie Taras: Je crois que le problème est omniprésent, et le monde du sport professionnel n'est certainement pas immunisé contre la violence envers les femmes ni contre la violence en général.

Pour répondre à votre question, nous devons, en tant qu'organisation, réagir à la violence lorsque nous en sommes témoins. Lorsque cela se produit, nous devons y réagir. C'est vrai, on nous pose des questions à propos de la violence au football et de la lutte que nous menons contre la violence envers les femmes. La réponse, c'est que nous adorons ce que nous faisons. J'ai joué au football pendant 16 ans, et j'adorais ce genre de confrontation physique. J'appelle ça l'agressivité maîtrisée. On nous paye pour ça. On a été entraîné pour ça. Et c'est quelque chose que nous aimons.

Il y a une énorme différence entre ce que nous faisons et une personne qui bat sa femme, sa petite amie ou même un autre homme. Dans ce cas, il s'agit d'une situation où vous exercez une domination ou un pouvoir sur la personne attaquée, et celle-ci n'a certainement pas consenti à la situation.

Ce sont deux situations complètement différentes, et je crois que nous savons les distinguer. Étrangement, je crois que c'est pour cette raison que notre message fonctionne. Les gens nous voient comme des hommes puissants et imposants, mais quand ils apprennent à nous connaître, ils se rendent compte que nous sommes en réalité très sensibles et plutôt intelligents.

Mme Karen Vecchio: Je suis d'accord à 100 % avec vous. L'un de mes bons amis joue dans la LNH. Il lui arrive d'enlever les gants, mais je peux vous dire qu'il est le père le plus attentionné qui soit ainsi que le meilleur fils qu'on pourrait demander. C'est aussi un incroyable époux... mais pas le mien. Je voulais seulement poser la question.

Les diverses organisations nationales de sports comme la NBA, la Ligue majeure de baseball, la Ligue nationale de football et la LCF ont-elles exprimé une quelconque intention de collaborer à un effort de ce genre? Vous avez abordé la question des ressources. Je sais que nous essayons tous de faire quelque chose, et que cela coûte cher à tout le monde. Les organisations nationales de sports ressentent-elles le besoin de se regrouper pour essayer de mener à bien ce genre

d'effort? Savez-vous s'il y a d'autres organisations? Vous avez parlé du football. Dans notre ville de London, le Lightning de London, l'une des équipes professionnelles de basketball au Canada, a participé à un événement contre la violence faite aux femmes.

Y aurait-il une façon d'amener ces organisations à collaborer afin d'éviter le double emploi des ressources et d'arriver à de meilleurs résultats? Qu'avez-vous à dire là-dessus?

M. Jamie Taras: Selon moi, plus il y aura de personnes qui prennent part à la conservation, qui veulent faire partie de la solution, meilleurs seront les résultats. Il suffit de déterminer la meilleure façon de leur faciliter la tâche. D'autres organisations nous ont approchés, et nous avons aussi aidé d'autres organisations. Je crois que plus il y a de personnes qui participent, plus nous serons en mesure de vraiment faire évoluer les choses. Je suis d'accord avec vous.

C'est difficile, parce que chaque équipe a sa propre approche communautaire. Il y a tellement de problèmes dans la collectivité pour lesquels on demande de l'aide, qu'il s'agisse du cancer ou d'autre chose, et les ressources des équipes ne sont pas inépuisables. C'est aussi un problème.

Les équipes doivent déterminer ce qu'elles sont en mesure de faire et ce qu'elles sont prêtes à faire pour l'organisation. Les plateformes diffèrent d'une organisation sportive à une autre.

Mme Karen Vecchio: Excellent commentaire. Merci beaucoup.

Sylvia, Courtney, je vous remercie beaucoup de vos exposés.

Sylvia, plus tôt aujourd'hui, nous avons commencé à discuter de la motion n° 47 concernant la pornographie. Je soulève ce point parce que vous avez mentionné qu'il arrive que dans ce genre de discussion, on mentionne que l'infrastructure n'existe pas dans les Premières Nations. Selon vous, la pornographie est-elle un élément clé de la violence faite aux femmes? Croyez-vous qu'il y a une corrélation entre les deux?

Mme Sylvia Maracle: Je crois qu'il y a une corrélation entre les deux. En ressourcement, nous mettons vraiment l'accent sur l'apprentissage des limites personnelles: montrer qu'il faut laisser un espace personnel approprié et quels comportements sont acceptables. C'est très difficile pour les personnes qui n'ont jamais connu ce genre de choses, ceux dont l'espace personnel, étant enfant, appartenait à quelqu'un d'autre. Quand votre maison est pleine de gens qui vivent avec vous et que vous avez accès à de la pornographie à toute heure du jour, les limites relatives aux comportements acceptables et sains s'embrouillent. Oui, cela a un impact, et oui, je crois que c'est quelque chose que nous devons examiner. Je crois qu'il y a beaucoup de solutions envisageables.

• (1625)

Mme Karen Vecchio: Oui. Quand on prend en considération les raisons sous-jacentes à la situation actuelle — comme les pensionnats indiens —, on peut comprendre ce que vous dites, comment cela peut avoir un effet. Cependant, il semble que la technologie d'aujourd'hui produise les mêmes effets. Ce que vous dites, c'est que même au sein de votre culture, ces effets néfastes commencent à se faire sentir.

Mme Sylvia Maracle: Oui, absolument.

Mme Karen Vecchio: Merci beaucoup. Je vous remercie de votre temps.

La présidente: Notre temps est écoulé.

Merci beaucoup à tous nos témoins. Je vous remercie de vos excellents programmes qui contribuent à éliminer la violence faite aux femmes.

La séance est suspendue en attendant les prochains témoins. Merci de votre présence.

- _____ (Pause) _____
-

La présidente: Nous sommes de retour avec notre deuxième groupe de témoins.

Je suis très heureuse d'accueillir, de la Antigonish Women's Resource Centre and Sexual Assault Services Association, Lucille Harper, directrice exécutive; du Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, Mélanie Sarroino; et du SAFFRON Sexual Assault Centre, Katie Kitschke.

Mesdames, vous avez toutes 10 minutes pour présenter votre exposé, puis nous passerons à la période de questions.

Lucille, nous allons commencer avec vous.

- (1630)

Mme Lucille Harper (directrice exécutive, Antigonish Women's Resource Centre and Sexual Assault Services Association):

Avant tout, je veux vous remercier de me donner l'occasion de venir témoigner. Je suis reconnaissante de ce qu'ont dit les témoins précédents, mais ce que je veux, c'est vivre dans un monde où ce que les femmes ont à dire est entendu et pris au sérieux afin que les attitudes et les politiques changent. Je veux vivre dans un monde où 15 000 femmes viennent écouter d'autres femmes, et où 15 000 hommes viennent écouter des femmes. C'est le monde dans lequel je veux vivre, mais ce n'est pas pourquoi je suis ici.

Le Antigonish Women's Resource Centre fournit des services de soutien et des programmes aux femmes, aux adolescentes et aux jeunes filles qui vivent dans les régions rurales et dans les petites villes du nord-est de la Nouvelle-Écosse. Nous fournissons une perspective féministe ainsi qu'un éclairage pour les situations délicates liées à la vie dans les régions rurales dans le cadre de notre travail auprès des jeunes femmes, des Autochtones, des nouvelles arrivantes, des immigrantes et des femmes et des filles qui sont des réfugiées. Chaque jour, des filles et des jeunes femmes victimes de violence sexuelle nous racontent ce qu'elles ont vécu; elles nous racontent l'impact que cela a eu sur leur vie. Voilà le sujet de mon exposé aujourd'hui. Je sais que mon temps est limité, alors je vais commencer par mes recommandations, puis je vais vous présenter le contexte une fois que ce sera fait.

La violence sexuelle est un problème. Nous vivons dans un monde où la culture du viol existe, où la misogynie et le dénigrement des femmes sont normalisés. Nos institutions, nos politiques et l'exécution de nos programmes en sont saturées. Toute violence sexuelle exige que tous les échelons gouvernementaux travaillent de concert avec les collectivités, les institutions, les ministères et les organisations afin de s'attaquer à la multitude de formes systémiques que prennent les inégalités sociales et économiques envers les femmes. Il faut s'attaquer à la pauvreté féminine, créer un programme de garderie universel, imposer un salaire décent, améliorer le fonctionnement du système de justice pénale, aider les centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle ainsi que les organisations de prévention et d'aide contre la violence envers les femmes, etc. Le gouvernement fédéral doit prendre les devants quant à ces efforts.

Nous devons également nous attaquer à l'accès à la pornographie par des enfants. Nous recommandons de négocier avec les fournisseurs d'accès Internet canadiens un système volontaire où l'accès à la pornographie sur Internet serait interdit pour les enfants, un peu comme le modèle en vigueur au Royaume-Uni. Vous pouvez me poser des questions à ce sujet.

Nous devons aussi mettre fin au trafic de femmes et de filles. Nous pouvons nous inspirer de l'approche utilisée par le gouvernement suédois pour mettre fin au trafic et à l'exploitation sexuelle des femmes et des filles. Outre l'adoption de lois visant à réduire la demande de services sexuels et de règles qui rendent plus faciles de confisquer les revenus tirés d'activités criminelles, le gouvernement finance des services exhaustifs pour les femmes victimes du trafic ainsi que d'autres femmes qui ont quitté l'industrie du sexe. Les dispositions du Code criminel relatives à la traite de personnes sont solides. Toutefois, il y a peu de condamnations. Il faut y apporter des modifications afin de prioriser les poursuites contre les trafiquants et les clients de services sexuels, la protection des immigrantes et des femmes réfugiées et la prestation de services et d'aide pour les femmes qui veulent sortir de ce genre de milieu, guérir et vivre une vie stable financièrement.

Il faut examiner et modifier les lois et les politiques en matière d'immigration afin de veiller à ce que les immigrantes et les femmes qui n'ont pas le statut de réfugié au Canada soient protégées et aient un statut sécuritaire. Nous devons nous assurer que toutes les victimes de violence, peu importe le statut lié à l'immigration, ont accès à des services et du soutien. Il faut modifier la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés afin de faire en sorte que les survivantes de la traite de personnes qui ne sont pas citoyennes canadiennes soient protégées, ce qui suppose de leur donner un accès à des services ainsi que le statut de résident permanent.

Des partenaires violents peuvent utiliser de façon délibérée le statut précaire des femmes pour les garder sous leur emprise. La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada doit mettre en place des lignes directrices afin d'intégrer l'analyse comparative entre les sexes à la détermination du statut de réfugié. En particulier, il faudrait éliminer la prise en considération du pays d'origine désigné, puisque cela peut avoir un impact sur les femmes qui tentent de fuir la violence sexuelle: un pays peut-être réputé sécuritaire selon le système, même si la violence envers les femmes y est endémique.

Il faut examiner le système de justice pénale. Jusqu'à ce que des modifications soient apportées au système de justice pénale, les victimes d'agression sexuelle n'auront jamais droit à la justice. Commencez par former les policiers et les procureurs de la Couronne à adopter dans leur travail une approche adaptée aux traumatismes. Cela permettra d'éviter de traumatiser à nouveau les victimes, et les policiers et les procureurs de la Couronne pourront mener des interrogatoires et des enquêtes adaptés à ce genre de cas afin d'augmenter le taux de poursuites qui aboutissent. Ainsi, les peines vont refléter, d'une part, la gravité de ces crimes — un moyen de dissuasion —, et d'autre part, l'impact que le crime a eu sur les victimes et leur famille, un impact qui ne s'estompe, dans la plupart des cas, jamais.

- (1635)

Je vais vous décrire brièvement le contexte.

Nous vivons dans une petite ville, et dans notre ville se trouve l'Université St. Francis Xavier. Certains d'entre vous en ont peut-être déjà entendu parler. La population de notre ville — 5 000 habitants — double durant l'année universitaire. Notre centre d'aide aux victimes d'agression sexuelle aide beaucoup les étudiantes qui ont été agressées sexuellement.

Une femme sur quatre est agressée sexuellement à l'université, bien souvent dans les premiers mois de la première année. Cela s'inscrit dans une culture du viol qui est caractérisée par la violence sexualisée normalisée, par l'hypersexualisation et par une tendance à humilier et à blâmer les femmes sexuellement actives, ce qui a pour résultat d'occulter l'acte de violence, de déresponsabiliser l'agresseur et de stigmatiser et réduire au silence la victime. Les femmes qui ont été agressées sexuellement se font blâmer et se font dire qu'elles doivent se blâmer. Peu de ces agressions sont signalées à la police ou même aux autorités sur le campus universitaire.

Dans notre société hypersexualisée, la sexualité adulte est imposée aux enfants et aux jeunes avant qu'ils soient mentalement, émotionnellement ou physiquement capables d'y faire face.

Nous travaillons avec des filles — qui n'ont parfois que 12 ans — qui affirment s'être fait envoyer des photos non sollicitées des organes génitaux de leurs camarades de classe. Ce sont des enfants. On exerce des pressions sur elles pour qu'elles envoient à leur tour des photos d'elles-mêmes nues. Embarrassées, troublées et incertaines de la façon de réagir, elles se demandent si elles ont fait quelque chose pour mériter cela. Est-ce que leurs pairs les perçoivent comme des putes? Elles nous disent que leurs pairs leur demandent de faire des fellations et de se soumettre au sexe anal. On ne peut pas tomber enceinte lorsqu'on s'adonne au sexe anal.

On humilie et on blâme les femmes qui aiment le sexe: c'est un outil de domination efficace ainsi qu'un moyen de justifier la violence sexuelle. C'est un moyen de faire passer la responsabilité de l'agresseur à la victime. Malheureusement, on vient d'élire aux États-Unis un président qui incarne parfaitement cette vision des choses.

Les incidents de violence sexuelle perpétrés contre de jeunes femmes, filmés, puis partagés sur Internet sont des actes de cyberviolence sexualisée. Trop de filles se sont enlevé la vie après avoir été victimes d'agression sexuelle et de cyberviolence sexualisée, et nous devons prendre cela vraiment au sérieux.

Il est intéressant que vous ayez posé des questions sur la pornographie. Avec l'avènement des tablettes et des téléphones intelligents pouvant accéder à Internet sans fil, les enfants peuvent accéder à de la pornographie qui contient des images troublantes, violentes et misogynes qui relient la sexualité à la violence faite aux femmes, et ils y accèdent effectivement. En moyenne, les garçons ont leur premier contact avec la pornographie vers l'âge de 11 ou 12 ans, lorsqu'ils sont en plein développement. Ils essaient de définir leur identité sexuelle, alors il y a bien sûr une excitation qui devient immédiatement liée à la violence faite aux femmes.

Au moment de parcourir les chaînes offertes par le câblodistributeur Eastlink, les enfants, les jeunes et les adultes voient dans la programmation des titres — auxquels ils n'ont peut-être pas accès — comme *Grosses bites au menu*, *Nuits blanches pour chattes blanches*, *Méto, boulot... dildo!*, *Jeunes débutantes nerds*, et *Frotte-minou d'Amy Sweet*, et la liste est interminable. On voit ces choses sur le câble, juste en parcourant les chaînes.

Nombre d'entre nous ont grandi dans un monde où le texte primait, mais les enfants d'aujourd'hui grandissent dans une culture de l'image, et les images touchent une partie du cerveau différente de celle qui est touchée par le texte. Il nous faudra un certain nombre

d'années avant de comprendre tout l'impact de la pornographie sur le cerveau en croissance; toutefois, la recherche nous dit qu'elle nuit au sain développement d'une jeune personne. Les jeunes apprennent que le sexe est violent et dégrade les femmes. La pornographie apprend aux garçons que c'est de cette façon que la relation doit se dérouler, et elle apprend aux filles que c'est ce qu'elles doivent attendre et accepter. Je pourrais pendant des heures vous raconter les histoires que nous ont relatées des étudiantes de niveau secondaire et universitaire. Au Royaume-Uni, un projet de loi visant à protéger les enfants en limitant l'accès des enfants et des jeunes à ces sites a été déposé. J'espère que vous me poserez des questions à ce sujet.

• (1640)

J'aimerais aussi que vous me posiez des questions au sujet du leurre et de la traite d'enfants, car nous voyons des filles de 13 ans se faire recruter et tenir dans un esclavage sexuel par des prédateurs qui exploitent leur corps pour faire de l'argent. On voit ces choses sur craigslist. C'est incroyable, et ce sont les filles de tout le monde. La GRC estime à 280 000 \$ la somme que touche annuellement le trafiquant pour toute femme et fille sous son emprise. Plus la femme ou la fille est jeune, plus elle rapporte. Ces femmes et filles sont souvent forcées de s'adonner à des actes sexuels 365 jours par année et doivent remettre tout l'argent au trafiquant.

Je n'ai probablement plus de temps.

La présidente: Votre temps est écoulé, mais nous vous poserons des questions au sujet de ces enjeux.

Nous allons maintenant passer à Mélanie, pour 10 minutes.

[Français]

Mme Mélanie Sarroino (agente de promotion et de liaison, Regroupement québécois des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel): Bonjour. Merci beaucoup de m'accueillir aujourd'hui.

[Traduction]

J'ai préparé un exposé en français, et je vais le présenter dans cette langue. Cela dit, je suis tout à fait capable de vous répondre en anglais. La plupart des points que je voulais soulever ont été mentionnés, alors je vous remercie beaucoup d'avoir mis de l'avant ces recommandations et idées.

[Français]

Le Regroupement québécois des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, les CALACS, a été fondé en 1979, mais certains CALACS ont plus de 40 ans. Nous regroupons nos membres et nous leur offrons des services de formation ainsi que des moments pour se rassembler afin de discuter des enjeux. Nous jouons aussi un rôle d'interlocuteur avec les gouvernements provinciaux et fédéral. Nous nous adressons aussi aux médias afin de sensibiliser le public au problème des agressions sexuelles.

Nos centres offrent de l'aide directe aux femmes et aux adolescentes de 14 ans et plus victimes d'agressions sexuelles. Les centres offrent aussi des services aux proches des victimes pour qu'ils apprennent à leur venir en aide.

La prévention et la sensibilisation constituent un volet important, notamment dans les écoles secondaires. L'année passée, nous avons rejoint 30 000 étudiants du secondaire. Nous faisons aussi de la sensibilisation auprès des intervenants sociojudiciaires et nous leur donnons de la formation. De plus en plus, on nous demande d'intervenir au niveau universitaire.

Notre troisième volet d'action est la lutte et la défense de droits.

Comme je vous le disais, nous faisons beaucoup de prévention dans les écoles. Avec l'appui de Condition féminine Canada, nous sommes en train de monter un programme de prévention en rassemblant les meilleures pratiques de nos CALACS au cours des années, pour offrir un meilleur service de prévention dans les écoles. Cela coïncide avec un projet pilote en cours du gouvernement québécois visant à réintroduire les cours d'éducation à la sexualité dans les écoles.

Malheureusement, nous n'avons aucune idée de ce qui va se passer après le projet pilote de deux ans, qui se termine l'année prochaine. Nous souhaitons vraiment que le gouvernement québécois continue à offrir les cours d'éducation à la sexualité.

Par ce programme, nous avons aussi l'intention d'offrir de la formation aux intervenants scolaires pour qu'ils ne véhiculent pas les stéréotypes sexistes et sexuels. Des intervenants dans des écoles nous disent que lorsqu'ils parlent du problème, il arrive qu'un professeur, généralement masculin, fasse une blague sexiste et détruise un peu l'intervention qui a lieu. Il est donc très important de sensibiliser le personnel scolaire afin d'être en mesure d'accueillir les divulgations que pourraient faire des étudiantes ou des étudiants — ce sont principalement des femmes, mais il y a aussi des hommes — à la suite du passage de représentants d'un CALACS.

Nos interventions comportent aussi un élément innovateur. Il s'agit de capsules vidéo pour les parents afin de les aider à mieux accompagner leurs enfants relativement aux apprentissages que nous leur offrons dans le cadre des ateliers. Cela permet aussi d'outiller les parents sur les façons de tenir de telles conversations.

J'aimerais vous raconter une anecdote. Hier, mon fils de 6 ans m'a demandé si j'étais sexy. C'est pour vous donner une idée. Cela m'a donné des palpitations et je me suis dit que je n'étais pas prête à avoir cette conversation. Heureusement que je travaille dans ce domaine et que j'ai accès aux outils pour m'aider à tenir de telles conversations. Il n'a que 6 ans et il parle déjà du mot « sexy ». Je suis peut-être trop vieille, mais cela me choque beaucoup.

Le problème qu'on voit souvent et qui a été beaucoup mentionné, c'est celui de l'hypersexualisation et de la culture de la pornographie. Vous en avez probablement beaucoup parlé au cours des deux mois pendant lesquels vous avez entendu des témoignages, mais c'est un réel problème. Nous considérons que tout cela, entre autres, est responsable de la culture du viol, parce que cela banalise la violence sexuelle faite aux femmes et aux filles. Le message que cela envoie est, évidemment et malheureusement, que les femmes et les filles sont des objets sexuels à la disposition des hommes et que notre raison d'être est vraiment le plaisir des hommes. Le message véhiculé aux hommes est que les femmes sont des objets sexuels qu'ils peuvent prendre, acheter, forcer à leur guise, avec très peu de conséquences.

Tous ces problèmes font en sorte que la culture du viol soit de plus en plus répandue. Ce phénomène est flagrant. Au Québec, dernièrement, il y a de plus en plus d'événements qui démontrent l'ampleur du problème. Il y a des agressions sexuelles dans nos campus universitaires. Il y a aussi les rites d'initiation dans les campus universitaires, dont beaucoup, sinon tous, sont à connotation sexuelle. Il y a le cas d'une jeune femme qui, lors d'une manifestation, a dénoncé une agression sexuelle commise par un député libéral provincial. Cela ne finit plus.

Le gouvernement québécois a réagi en déployant une stratégie pour prévenir et contrer les agressions sexuelles. C'est une bonne stratégie, malheureusement elle met trop l'accent sur la judiciarisation du problème.

Trop d'argent et trop de mesures se concentrent du côté judiciaire. Ce n'est pas que ce ne soit pas important. Nous voulons effectivement voir les agresseurs être condamnés et punis. Cependant, les chiffres montrent que seulement 5 % des victimes portent plainte. Or, très peu de mesures ou de ressources sont accordées aux 95 % des victimes qui ont besoin de soutien.

C'est quelque chose que déplorent les intervenants au Québec, entre autres le Regroupement québécois des CALACS. En fait, d'autres centres contre les agressions à caractère sexuel au Canada ont déjà mentionné que nous manquons énormément de ressources pour accomplir notre tâche première, qui est de venir en aide aux victimes d'agressions sexuelles. La moitié de nos centres ont des listes d'attente en ce moment et c'est inacceptable. Cela prend tout pour qu'une femme prenne le téléphone, appelle et demande de l'aide. Il est inacceptable qu'on lui dise qu'on va lui donner de l'aide, mais seulement dans six mois.

Nous avons besoin de plus de ressources pour nous permettre d'aller faire de la prévention aussi dans plus d'écoles.

Je passe directement aux recommandations, de peur de manquer de temps; nous pourrions en discuter davantage plus tard.

Ce que nous demandons au gouvernement fédéral, c'est la même chose que nous demandons au gouvernement provincial.

Tout d'abord, nous demandons d'élaborer et de diffuser une campagne de sensibilisation destinée au grand public, entre autres sur les effets néfastes de l'hypersexualisation et de la pornographie pour les femmes et pour les jeunes filles.

Ensuite, nous aimerions qu'il y ait une analyse intersectionnelle du problème, c'est-à-dire une analyse qui tienne compte de tous les systèmes d'oppression et des causes systémiques qui rendent certaines femmes plus vulnérables. Il s'agit des femmes autochtones, des femmes racisées, des femmes immigrantes, des femmes réfugiées, des femmes vivant avec un handicap, des femmes sourdes, des femmes vivant dans la pauvreté, des femmes aux prises avec la prostitution, des femmes LGBTQ, et j'en passe. Nous aimerions que le gouvernement mène une étude approfondie sur les répercussions de l'hypersexualisation en considérant ces systèmes d'oppression aussi.

Nous aimerions aussi que Statistique Canada mène une nouvelle enquête nationale sur la violence faite aux femmes, particulièrement sur la violence sexuelle. Les dernières données datent de 1993. Je sais qu'on a critiqué la manière dont l'enquête de 1993 avait été menée. Nous souhaitons qu'on fasse preuve de sensibilité. Les questions qui sont posées aux femmes dans les formulaires ou au téléphone ne doivent pas être formulées de manière à les culpabiliser. Cependant, nous avons besoin de données pour nous aider à faire notre travail sur le terrain.

Par ailleurs, nous aimerions que les provinces soient fortement encouragées à remettre les cours d'éducation sexuelle au programme dans les écoles. Je crois qu'il y a quelque chose qui se fait en Ontario sur ce plan. Il y a un projet pilote au Québec, comme je l'ai mentionné. Or, il faudrait que cela se fasse à l'échelle du Canada.

Finalement, nous aimerions qu'on reconnaisse l'expertise des personnes ressources du milieu communautaire qui travaillent sur le terrain tous les jours avec les femmes et les filles victimes d'agressions sexuelles. Nous aimerions qu'elles travaillent constamment en collaboration avec leurs gouvernements provinciaux respectifs et aussi avec le gouvernement fédéral. D'ailleurs, je vous remercie encore une fois de nous avoir donné cette occasion de nous exprimer.

Nous aimerions que notre financement soit augmenté pour que nous puissions réellement répondre à la demande.

Comme il me reste un peu de temps, j'aimerais parler un peu du système judiciaire.

Cette fabrication du consentement, cette fabrication du fait que la femme soit toujours disponible sexuellement, rend les choses très difficiles pour la victime une fois qu'elle se trouve devant le système judiciaire. Ces mythes et préjugés sont repris autant par les procureurs que par les avocats de la défense. On l'a vu dans le cas de Ghomeshi, et on l'a vu aussi au Québec récemment. On a aussi vu le cas d'un juge albertain qui avait demandé à une jeune femme pourquoi elle n'avait pas serré les genoux. Il y a beaucoup de sensibilisation à faire, et avant que ce soit fait, j'avoue que j'ai beaucoup de difficulté à encourager les femmes à passer par le système judiciaire. C'est éprouvant, c'est difficile et souvent, si l'agresseur est reconnu coupable, il va écoper de ce qu'on appelle une peine bonbon, en bon québécois, c'est-à-dire une peine qui n'est pas à la hauteur du crime qui a été commis.

Il reste donc beaucoup de travail à faire. En attendant, soutenons au moins les organismes qui viennent vraiment en aide aux femmes sur le terrain.

Merci.

● (1650)

La présidente: Merci beaucoup.

[Traduction]

Écoutons maintenant Katie Kitchke, pour 10 minutes.

Mme Katie Kitchke (directrice générale, SAFFRON Sexual Assault Centre): Merci. J'aimerais d'abord dire que je souscris à ce que ces dames ont dit. J'ignore si vous m'avez regardée pendant qu'elles parlaient, mais je hochais la tête. Tous ces enjeux nous interpellent et ont un lien avec notre travail. Je vais lire mon préambule, puis je vais parler un peu plus et répondre à vos questions, bien entendu.

Je vais commencer par me présenter: je m'appelle Katie Kitchke, et je suis directrice générale du SAFFRON Sexual Assault Centre, situé à Sherwood Park, en banlieue d'Edmonton. Notre localité compte environ 100 000 habitants. SAFFRON offre deux services essentiels. Nous offrons des services de counseling et de soutien aux victimes de violence sexuelle ainsi qu'aux membres de leur famille. Notre deuxième service essentiel est la sensibilisation du public.

À mes débuts au centre SAFFRON en 2008, j'étais chargée de diriger le programme de sensibilisation. À l'époque, nous présentions des exposés aux étudiants à compter de la 10^e année. J'avais demandé pourquoi nous nous adressions seulement aux jeunes de 10^e année, et on m'avait répondu que c'est à cet âge que les problèmes commencent. J'avais dit qu'il nous fallait commencer à la maternelle, qu'il fallait amorcer ces conversations le plus tôt possible. J'ai mis quelques années à convaincre les autorités de ce que j'avais dit, alors j'ai pu m'adresser aux jeunes qui commençaient leur secondaire, puis je suis progressivement passée aux élèves de 4^e, 5^e et 6^e années pour finalement en arriver à la maternelle. J'ai eu en fait une illumination l'autre jour. Ceci ne figure pas dans mes notes. J'assistais à une réunion d'organismes de ma collectivité. Lors de cette réunion, un groupe de parents parlait de certains des programmes offerts à l'automne sur la façon de déterminer si son enfant se développe naturellement. On parlait ici des enfants de zéro à cinq ans. J'ai dit que c'est à ces gens que nous devons parler, que nous devons nous adresser aux parents de ces enfants de zéro à cinq ans, car c'est l'élément qui nous fait défaut. Il nous manque les

parents. Nous sommes dans les écoles: nous avons ce public captif, et c'est merveilleux, mais l'élément clé qu'il nous manque, c'est l'accès aux parents. Il est difficile de faire participer les parents, surtout lorsque les enfants sont plus vieux, car ceux-ci ne croient jamais que c'est leur enfant qui est à risque ou que c'est leur enfant qui commet ces actes.

Mon illumination est que nous devons nous adresser aux parents des enfants âgés de 0 à 5 ans. Nous devons les entretenir de la façon de parler à leurs enfants au sujet de la sexualité, d'offrir des modèles de relations saines et de créer des frontières appropriées. Nous voyons des parents qui offrent à leur bébé de 18 mois — peut-être même plus jeune — un iPad. Nous voyons des enfants qui ont accès à cette technologie à un très jeune âge, mais qui ne possèdent pas cette éducation, car leur cerveau n'est pas prêt à l'assimiler. C'est un aspect sur lequel nous devons vraiment nous concentrer, cette éducation par les parents, le plus tôt possible, afin que ces outils — la connaissance de ce qu'est une relation saine et des frontières à respecter — puissent être donnés à nos enfants le plus tôt possible. Nous devons leur parler le plus tôt possible du consentement, ne pas les forcer à donner un câlin à leur oncle François ou à faire quoi que ce soit qui les rend mal à l'aise.

Une partie du problème tient au fait que de nombreux parents ne savent pas comment amorcer ces conversations, et ils ne croient certainement pas devoir tenir ces conversations avant l'âge de cinq ans. Je pense pour ma part qu'ils doivent le faire, et que cette conversation doit être adaptée à l'âge de l'enfant. Nous passons beaucoup de temps à montrer à nos enfants comment marcher et parler et à leur inculquer une foule d'autres choses pour les préparer à la vie, mais nous oublions de leur parler de sexualité. C'est un élément très important de ce qui nous manque, mais je digresse. Désolée.

Le programme de sensibilisation que nous avons actuellement va de la maternelle jusqu'à la 12^e année. Nous abordons des thèmes tels que les relations saines, le consentement et les limites personnelles. Nous disons aux plus jeunes que s'ils ne veulent pas qu'on leur fasse un câlin, ils ne sont pas obligés d'accepter, et que s'ils veulent donner un câlin à quelqu'un, ils doivent d'abord demander la permission. Nous leur donnons les bons outils et les bons mots pour s'exprimer lorsqu'ils se sentent mal à l'aise ou ont l'impression qu'on leur enlève leur pouvoir. Lorsqu'ils prennent de l'âge, nous leur parlons — toujours d'une façon appropriée pour leur âge — de ce que veulent dire les expressions « agression sexuelle » et « harcèlement sexuel », car, bien souvent, nous avons des enfants qui grandissent dans des familles où ces comportements sont la norme. Nombre des clientes qui sont venues à notre centre ont dit qu'elles ignoraient que ces comportements n'étaient pas considérés comme normaux dans d'autres familles. Nous avons des conversations sur les relations saines et sur la sexualité saine.

● (1655)

Nous offrons également des cours de perfectionnement à l'intention des professionnels. C'est très important, et c'est également une des choses que je recommande. Le centre SAFFRON est membre de l'Association of Alberta Sexual Assault Services. Il y a 12 organismes en Alberta, et nous appartenons tous à cette association.

Nous cherchons tous à créer un environnement où tout le monde en Alberta — qu'on soit en région éloignée ou dans un grand centre urbain — reçoit le même niveau de soins. C'est l'une des recommandations qu'il faut faire, selon moi, au gouvernement fédéral. L'endroit où vivent les gens au Canada ne devrait pas avoir d'importance. Tout le monde devrait bénéficier du même niveau de soins.

Dans toutes les provinces et municipalités, nous devrions étudier ce qui se fait, ce qui est offert. Offrons-nous le même niveau de soins? Offrons-nous les meilleurs soins possible?

Nous savons tous que la violence sexuelle est reliée à de nombreux autres problèmes sociaux, y compris la toxicomanie, la santé mentale, l'exploitation sexuelle, les problèmes de santé, l'automutilation, le suicide, les problèmes liés au rôle de parent, la pauvreté, l'itinérance, la violence familiale, etc.

Les problèmes de la majorité de nos clientes vont au-delà de la violence sexuelle. La plupart d'entre elles font face à nombre de ces problèmes sociaux. Nous observons une augmentation du nombre de nos clientes qui sont aux prises avec des problèmes de santé mentale, parfois extrêmes. Dès que ces clientes s'adressent à un médecin ou à un organisme de santé mentale pour signaler qu'elles ont été victimes d'une agression sexuelle, on fait abstraction de leurs problèmes de santé mentale et on nous les envoie.

Nous devons établir de meilleurs partenariats avec les centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle et les organismes de santé mentale afin que nous puissions offrir les meilleurs soins possible à nos clientes. Nous devons également dispenser au personnel des centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle de la formation sur la façon de travailler avec des personnes souffrant de certains types de maladie mentale.

Comme mes collègues l'ont mentionné, nous vivons dans une culture où la violence faite aux femmes est devenue monnaie courante. Le harcèlement dans la rue, la cyberviolence et le comportement irrespectueux ne font pas qu'exister, ils sont presque encouragés et tolérés. J'ai cinq enfants, et mes quatre filles refusent de marcher dans la rue. Mes filles vont à l'école dans le centre-ville d'Edmonton, et elles sont terrifiées à l'idée de prendre l'autobus. Elles sont terrifiées chaque fois qu'elles doivent marcher dans la rue, car elles font presque toujours l'objet d'une forme ou d'une autre de harcèlement.

Bien souvent, on constate qu'il y a l'auteur de ce harcèlement dans la rue et des gens qui encouragent ce comportement. C'est devenu une réalité pour nombre de gens, et pas seulement pour les jeunes. J'ai certainement été victime de harcèlement dans la rue, moi aussi.

Nous devons comprendre que cette réalité ne s'applique pas seulement à Edmonton, à Ottawa, à Toronto ou à Vancouver. C'est la réalité dans des localités de 100 000 habitants et d'autres de 20 000 habitants, car on permet que cela se produise. On le tolère.

Dans le travail que nous faisons avec nos clientes, nous voyons assurément beaucoup de cyberharcèlement et de l'exploitation sexuelle, et ce, je le répète, peu importe où les gens vivent. Autrefois, les gens quittaient la grande ville pour s'éloigner de la criminalité et de choses du genre, mais aujourd'hui, avec Internet, cela peut arriver à n'importe qui, n'importe où, même dans les collectivités les plus éloignées.

Le comportement irrespectueux envers les femmes et les filles est monnaie courante dans notre société. Nous le voyons à la télévision ainsi que dans les films et dans les médias sociaux. Maintenant, nous le voyons même sur la scène politique. C'est une époque effrayante.

D'un côté, nous vivons à une époque merveilleuse: nous sommes ici à parler de violence sexuelle, et je m'en réjouis. D'un autre côté, c'est une époque effrayante parce que nous devons nous battre avec énergie pour créer un monde où la violence sexuelle n'existe plus, mais nous avons parfois l'impression que la bataille est presque perdue d'avance.

Je pense que nous devons décider, en tant que pays, que ce ne sera pas la réalité de nos femmes et de nos filles. Nous devons mobiliser les hommes et les garçons autour de cette cause, comme tout le monde l'a dit. C'est un élément énorme de ce que nous devons accomplir.

● (1700)

Comme on l'a mentionné, ce ne sont pas tous les hommes et tous les garçons qui commettent des actes de violence sexuelle. C'est seulement certains d'entre eux qui le font. Nous devons mobiliser ceux qui veulent fournir leur aide et faire quelque chose pour éliminer la violence sexuelle.

La présidente: Merci.

Nous allons commencer les questions avec M. Fraser, pour sept minutes.

M. Sean Fraser (Nova-Centre, Lib.): J'espère que vous soumettez tous vos recommandations par écrit à la greffière. Il y avait beaucoup d'information à absorber et à traiter en très peu de temps. Je vous remercie d'avoir présenté des exposés concis.

J'ai été frappé, d'abord et avant tout, par l'importance accordée à l'indépendance. Ce thème ressort constamment, qu'il s'agisse d'indépendance par rapport au harcèlement dans la rue — au fait de ne pas avoir un plan pour sa sécurité — ou de l'indépendance par rapport à la pauvreté. Lorsqu'on est une personne vulnérable — peut-être une personne handicapée, un réfugié ou un immigrant —, il me semble que la notion d'indépendance soit importante. Je suis un Nord-Américain blanc de six pieds et sept pouces, je n'ai jamais vraiment eu à réfléchir à ces choses lorsque je marche dans la rue le soir.

Madame Harper, nous tentons de formuler des recommandations dans l'espoir que le gouvernement les adopte. Je sais que vous avez parlé de la pauvreté comme étant une source de ce manque d'indépendance qui est réellement un facteur de risque accru. Pourriez-vous décrire la forme que pourrait prendre une recommandation ayant pour but d'aplanir cet obstacle systémique?

Mme Lucille Harper: La pauvreté est une conversation en soi. Je sais qu'un autre comité permanent se penche sur les enjeux liés à la pauvreté.

La pauvreté est vraiment un piège pour les femmes. Lorsque les femmes sont prises au piège, elles sont vulnérables. Lorsque les femmes sont prises au piège, puis traitées comme des objets et valorisées principalement pour leur corps, cette pauvreté met les femmes dans des situations de vulnérabilité extrême.

Lorsque nous parlons de femmes vivant dans la pauvreté, nous parlons de femmes racialisées, de femmes autochtones et de femmes handicapées. Nous parlons de femmes qui ont vraiment du mal à s'affranchir de la pauvreté dans laquelle elles ont grandi, à accéder à l'éducation ou — après leurs études — aux genres d'emplois qui leur procurent une indépendance économique. C'est l'un des facteurs qui maintiennent les femmes dans un piège, très souvent.

Je vais vous raconter une histoire.

Deux membres de notre personnel ont présenté un atelier pour l'Université Mount Saint-Vincent au sujet des filles. Elles étaient assises dans la cafétéria de la bibliothèque à Halifax. Elles ont entendu une conversation entre deux adolescentes installées derrière elles. On leur avait offert de l'argent en échange de faveurs sexuelles, et la conversation tournait autour du fait qu'il s'agissait d'une insulte. Se faire offrir 20 \$ était insultant, alors à 20 \$ on ne se sent pas validée. C'est un peu comme une sorte d'insulte, un commentaire sur qui vous êtes. Plus l'offre est élevée, plus vous êtes validée. Il s'agit de filles qui vont à l'école secondaire.

Je pourrais vous raconter toute une série d'anecdotes sur le sujet, mais cette conversation dont je viens de vous parler fait partie du quotidien des filles. Cela fait partie des problèmes auxquels nous faisons face. Cela concerne votre question au sujet de la pauvreté, mais c'est vraiment une indication très claire de la façon dont la sexualité des femmes a été rattachée à une sorte d'accès aux hommes ayant de l'argent ou à d'autres moyens de faire de l'argent. C'est vraiment un enjeu de taille, Sean.

M. Sean Fraser: Ça l'est. Je comprends cela.

Il ne me reste que quelques minutes, j'ai peut-être le temps de soulever un autre enjeu de taille. Je vous demanderais de répondre de la façon la plus concise possible.

Madame Harper, vous avez commencé votre déclaration avec un commentaire selon lequel vous espérez que tout le monde puisse être écouté. Madame Kitschke, vous avez mentionné à la fin de votre déclaration que certains hommes et certains garçons sont des agresseurs.

Je trouve qu'il est difficile d'intégrer à la conversation ceux qui ne veulent pas y être intégrés, c'est-à-dire les agresseurs potentiels. Il y a beaucoup de gens qui, avec la meilleure volonté du monde, assistent à ces séminaires durant la semaine d'initiation à l'université ou dans leur collectivité. Quelle serait la meilleure façon de susciter un écho chez les auteurs potentiels d'actes de violence sexuelle ou de violence contre les femmes et les filles?

Vous pourriez peut-être répondre en premier, madame Kitschke.

• (1705)

Mme Katie Kitschke: Je crois que nous devons mobiliser les hommes et les garçons qui ne sont pas des agresseurs en puissance. Comme l'a mentionné Jamie, le représentant des Lions de la Colombie-Britannique, les témoins, dans certains cas, encouragent le comportement. Nous devons changer ces personnes, les amener à devenir les chiens de garde, je suppose, si vous me passez l'expression, et vraiment essayer de faire passer un message, comme l'exemple qui a été mentionné au sujet du comportement inapproprié et de l'homme qui a ramené les autres à l'ordre.

C'est là que nous devons commencer, car il y a davantage...

M. Sean Fraser: Je devrais peut-être intervenir ici, car il ne me reste qu'environ 90 secondes.

Je ne crois pas nécessairement que le gouvernement fédéral soit le mieux placé pour faire cela. Nous avons entendu de nombreux témoins dire que les organismes communautaires réussissent beaucoup mieux à répondre aux besoins de leur collectivité. Comment le gouvernement fédéral peut-il procurer aux familles ou aux organismes communautaires les outils dont ils ont besoin pour faire cette sensibilisation auprès des personnes susceptibles d'intervenir?

Mme Katie Kitschke: Comme tout le monde l'a dit, la solution passe par le financement. Nous sommes limités seulement par le montant d'argent que nous recevons. Si nous avons accès à un

financement illimité, ce que nous pourrions accomplir... Vous n'en croiriez pas vos yeux.

M. Sean Fraser: Au sujet des organismes communautaires en particulier, croyez-vous que c'est là que l'argent a le plus d'impact?

Mme Katie Kitschke: Je le crois, oui, car ils sont en première ligne. Ce sont les gens qui travaillent...

M. Sean Fraser: Je vois des gens faire oui de la tête. Je peux en déduire que les autres témoins sont d'accord.

Mme Mélanie Sarroino: Oui, mais j'ajouterais peut-être quelque chose, rapidement.

J'ignore comment les choses se passent ailleurs, mais au Québec, on nous accuse parfois de protéger nos emplois en demandant du financement. C'est très insultant, car, honnêtement, tous nos travailleurs, tous nos psychologues, la seule chose qu'ils souhaitent, c'est de ne plus avoir de travail, car cela voudrait dire qu'il n'y a plus de violence faite aux femmes. J'aimerais seulement que les gens cessent de dire que nous défendons nos emplois. Ce n'est pas ça du tout.

Mme Lucille Harper: J'aimerais seulement souligner qu'il est vraiment difficile de travailler avec des survivantes. Lorsque vous travaillez avec des femmes, la question de la violence sexuelle sous-tend de nombreux autres enjeux que les femmes soulèvent lorsqu'elles viennent dans notre centre — et, j'en suis sûre, lorsqu'elles approchent les autres organismes —, et on entend ces histoires jour après jour, c'est vraiment dur. D'une certaine façon, les gens qui font ce travail sont vraiment...

La présidente: Je suis désolée, mais votre temps est écoulé, Sean.

La parole va maintenant à Mme Vecchio, pour sept minutes.

Mme Karen Vecchio: Madame Harper, je vais commencer par vous demander, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, de nous parler du modèle du Royaume-Uni où il serait question d'options d'adhésion et de retrait à l'égard de la pornographie. Nous n'avons pas beaucoup de temps, alors vous pourriez seulement nous en dire un peu plus à ce sujet?

Mme Lucille Harper: C'est un modèle vraiment intéressant. Le gouvernement du Royaume-Uni a communiqué avec les principaux fournisseurs d'accès Internet du pays, à savoir Virgin, BT, Talk Talk et SKY. Il a travaillé avec eux afin qu'on assortisse tous les nouveaux comptes d'un filtre antipornographie automatique. Cela signifie que les enfants ne peuvent accéder à aucun site pornographique au moyen des divers appareils à leur disposition. Forcément, les enfants sont intelligents et trouveront bien une façon de le contourner à un moment donné, mais il n'y aura pas de fenêtre flash. Si vous voulez accéder à du contenu pornographique, vous devez être âgé de 18 ans, et votre nom doit figurer dans le compte. Si vous êtes le titulaire du compte et êtes âgé de 18 ans, vous n'avez qu'à téléphoner à votre fournisseur d'accès Internet et à lui dire que vous voulez tirer parti de l'option d'adhésion afin de pouvoir accéder à tout ce que vous voulez. Ce n'est pas parfait, mais c'est vraiment efficace pour ce qui est d'empêcher les enfants d'y accéder.

Nous passons beaucoup de notre temps à essayer de lutter contre la culture dans laquelle nous vivons. Pour arriver à tenir ces conversations dont nous parlons ici, il y a beaucoup de choses à défaire, et si on arrivait à limiter l'exposition de très jeunes enfants à la pornographie, ce serait énormément utile.

• (1710)

Mme Karen Vecchio: Nous avons tous soulevé la question de la culture de la pornographie et de l'hypersexualisation, et il est rafraîchissant d'entendre cela de vous trois. On nous dit parfois que c'est un moyen pour les femmes et les jeunes filles d'exprimer leur sexualité et que c'est acceptable, mais nous reconnaissons qu'il peut aussi y avoir des changements qui bouleversent une vie. Il est intéressant que vous voyiez les choses du même oeil que moi. Merci beaucoup. Lorsqu'il s'agit de...

Mme Lucille Harper: Puis-je seulement ajouter quelque chose à ce sujet? Une partie de la situation actuelle, en ce qui concerne le lurre et la traite de filles, c'est qu'il s'agit principalement d'hommes qui regardent cette pornographie, et s'ils n'ont pas une conjointe qui est disposée à s'adonner à ces actes pornographiques qu'ils voient, alors ils sortent et trouvent des filles qui le feront pour de l'argent. Ces filles mineures sont payées pour subir certains de ces actes sexuels très violents et dégradants que ces hommes veulent reproduire parce qu'ils les ont vus dans des films pornographiques. Des étudiantes à l'université nous ont parlé de ce qui est attendu des filles, et, encore une fois, ce qui est attendu d'elles est fortement influencé par...

Mme Karen Vecchio: Il est intéressant que vous disiez cela, car hier soir, lorsque je faisais ma recherche pour mon discours, je suis tombée sur l'histoire de Elizabeth Smart, où elle raconte son enfer causé par la pornographie. Il est intéressant que vous disiez cela aujourd'hui, parce que c'était exactement le cas. L'agresseur était marié — il n'était pas normal au départ —, et sa victime servait à faire ces choses pornographiques qu'il avait besoin de faire, pour une raison ou une autre.

C'est intéressant. Juste la semaine dernière, j'ai eu une discussion avec une de mes électrices, Sue. Nous parlions du fait de crier après ses enfants et du fait qu'elle avait dit à sa fille un jour qu'elle devait cesser de crier après ses enfants. Sue avait crié après ses enfants, et c'est pourquoi sa fille faisait la même chose. Pensez-vous que c'est presque la même chose dans le cas qui nous occupe? C'est très différent, mais c'est la même chose: les enfants imitent ce qu'ils voient. Si vous êtes un parent qui crie après son enfant, votre moyen le plus efficace de jouer votre rôle de parent est de crier après votre enfant. C'est la même chose lorsqu'on parle de violence. Croyez-vous que nous pouvons réagir à ces enjeux de la même façon que nous apprenons comment devenir de bons parents? Oui, cela peut s'avérer très difficile, mais lorsque vient le temps de discuter avec ses enfants, il est beaucoup plus facile de crier, et c'est ce que nous observons.

C'est la même idée lorsqu'il est question de violence contre les femmes et de violence contre les mères, par exemple, et on verra de jeunes garçons qui tendent à... cela va se reproduire plus tard. Est-ce une discussion que nous pouvons avoir, selon vous? On passerait par des voies similaires. Est-ce que quelqu'un aurait un commentaire à faire sur cette question?

Katie, allez-y.

Mme Katie Kitschke: J'ai grandi dans un environnement très violent et destructeur, et j'ai choisi de ne pas faire cela à mes propres enfants. Selon moi, les enfants qui grandissent dans un environnement malsain pourraient finir par choisir des conjoints malsains et se retrouver dans des relations malsaines. Je crois que nous devons, en tant que parents, donner à nos enfants les meilleurs outils possible et nous rendre compte qu'ils seront capables de faire leurs propres choix plus tard.

Pour revenir à ce que disait Lucille, nous parlons d'enfants de 12 ans. Nous avons eu affaire à des enfants de 10 ans qui envoient des photos d'eux-mêmes nus et qui s'adonnent au sexe oral à 10 ans, ce qui me remplit d'horreur et me dégoûte au plus haut point. Je crois que l'éducation à ce chapitre doit commencer à un plus jeune âge, par les parents. Nous devons inculquer à nos enfants, garçons ou filles, le respect d'eux-mêmes et des autres le plus tôt possible afin que, à l'âge de 10, 12, 14 ou 30 ans, peu importe, lorsqu'on vous demande d'accomplir un acte sexuel qui vous rend mal à l'aise, vous ayez la confiance nécessaire pour dire non, parce que vous vous respectez et respectez votre corps et que vous vous attendez à ce que les autres fassent de même.

• (1715)

Mme Karen Vecchio: D'accord.

La présidente: Nous allons passer à Mme Malcolmson, pour sept minutes.

Mme Sheila Malcolmson: Nous avons entendu tous les témoins présenter des témoignages à tomber par terre, et votre travail est dans la même veine, et il est grandement apprécié. Nous avons entendu des choses comme le fait que la violence familiale coûte 12 milliards de dollars par année à l'économie canadienne; pourtant, nous ne semblons pas affecter les ressources nécessaires pour obtenir les solutions à ce problème.

Vos trois organisations existent depuis la fin des années 1970 ou le début des années 1980, alors vous avez vu la distribution dans le temps, du côté du gouvernement fédéral, les deux modèles de financement: libéral et conservateur.

J'espère que vous pourrez parler davantage des conséquences du manque de financement assuré et constant pour vos activités de première ligne, pas seulement le financement des programmes, où, comme l'ont affirmé les témoins précédents, vous devez inventer un nouveau modèle ou quelque chose de plus novateur, ou bien vous devez montrer que vous collaborez. Nous n'arrêtons pas d'entendre des groupes dire qu'ils collaborent, que c'est naturel, mais ils ne peuvent pas fabriquer cette collaboration simplement dans le but de consacrer le temps nécessaire à la demande de financement, au lieu de le consacrer aux femmes dont le nom figure sur la liste d'attente de six mois. Sous le règne des conservateurs, nous avons vu le financement destiné aux organisations de soutien aux immigrantes être réduit. Sous le gouvernement Chrétien, nous avons vu le financement des refuges et des activités être réduit.

J'espère que vous pourrez humaniser pour nous les conséquences sur votre organisation de cet accès au financement qui est un peu comme des montages russes et ce que cela pourrait signifier pour vos clientes et vos survivantes que les portes leur soient ouvertes au moment où elles ont besoin qu'elles le soient.

Mme Mélanie Sarroino: Je voudrais parler de la liste d'attente. Comme je l'ai dit, je reçois beaucoup d'appels à mon bureau. Nous avons une liste de tous nos centres membres, et nous pouvons répartir les appels en fonction de l'endroit où vivent les femmes. Je sais lesquels de mes centres ont une liste d'attente. La plupart d'entre eux sont situés dans des grands centres, comme Montréal, Québec ou Sherbrooke. La plupart des femmes qui m'appellent sont de Montréal, et je passe une heure avec elles au téléphone. Je ne suis pas psychologue, et je ne suis pas qualifiée pour en être une. Je fais davantage du travail de défense des droits. C'est bouleversant, après une heure. La femme attend depuis des mois, et il lui a fallu tout son courage simplement pour décrocher le téléphone et appeler. J'essaie de l'envoyer vers l'un de mes centres, et je sais très bien que, quand elle téléphonera au centre, elle tombera sur un message du répondant affirmant qu'on va la rappeler, mais qu'actuellement, la liste d'attente du centre est de six mois. On peut garantir que la femme ne rappellera jamais et qu'elle vivra avec la situation qu'elle vit, quelle qu'elle soit, pour très longtemps. Voilà la première conséquence.

Cela arrive de plus en plus parce que, comme je l'ai dit, au Québec, on en parle beaucoup dans les médias, dernièrement, alors nous recevons de plus en plus d'appels. Actuellement, notre gouvernement provincial est en mode austérité, alors il ne finance rien qui soit communautaire. Cela fait maintenant 10 ans que nous n'avons pas vu notre financement augmenter, ce qui pose un énorme problème.

Le Québec est une énorme province. Dans tout le nord du Québec, là où il y a beaucoup de communautés autochtones, absolument aucun service n'est offert. Les gens reçoivent des miettes, ici et là. Nos associations autochtones seraient mieux placées pour vous dire exactement quelle est leur situation. Je sais que, même pour les femmes non autochtones, il n'y a aucun service dans le nord du Québec.

Dans d'autres régions, nous avons deux travailleuses qui ont environ 1 000 kilomètres à couvrir. Elles n'ont pas d'argent pour se rendre dans les collectivités de leur territoire. Elles n'ont pas l'argent nécessaire pour pouvoir se rendre dans toutes les écoles — comme je l'ai mentionné — autant qu'elles le voudraient.

Lorsque nous serons en mesure de déployer notre programme de prévention, nos centres vont avoir peur d'être les victimes de notre succès parce qu'il s'agit d'un excellent programme; je peux vous le garantir. Ils sont terrifiés parce qu'ils ne disposent pas des ressources nécessaires, et ils craignent que la demande ne soit trop importante et de ne pas être en mesure de se rendre dans toutes les écoles. Cela signifie que tous ces jeunes n'auront pas accès aux ateliers. Comme nous l'avons dit, cela a un effet sur leur estime de soi. Cela leur permet d'être critiques à l'égard des images et des messages qu'ils reçoivent. Tout cela va ensemble. S'ils n'ont pas accès à ce genre d'information...

Concernant la question qui a été posée auparavant au sujet du rôle des parents, oui, les parents devraient être des exemples à suivre, mais, malheureusement, ils ne sont pas tous pareils. Certains traînent un lourd bagage. C'est exercer beaucoup de pression sur eux, et c'est s'attendre à beaucoup de la part de tous les parents. Nous n'avons pas les mêmes antécédents. Certains d'entre nous ont eu la vie plus dure que d'autres. Idéalement, les parents seraient des exemples à suivre. Ils entretiendraient une relation d'égalité, où les deux parents jouent les mêmes rôles et reçoivent le même respect, mais, malheureusement, ce n'est pas la réalité. Les écoles ont un grand rôle à jouer, et c'est pourquoi nous avons besoin de plus de fonds. C'est pour que nous ne soyons pas obligés de dire à ces femmes qu'elles doivent être sur une liste d'attente. C'est aussi pour aider les jeunes à remettre en

question les images et l'hypersexualité dont ils sont bombardés et qu'ils ont sous les yeux tous les jours.

• (1720)

Mme Sheila Malcolmson: Il ne me reste qu'une minute et demie.

Mme Lucille Harper: Je voudrais aborder la question rurale relativement au financement.

Le traitement des traumatismes causés par la violence sexuelle est une spécialisation. Il exige des compétences particulières, un ensemble de connaissances particulier. C'est un domaine dans lequel on apprend tout le temps de plus en plus de nouvelles choses. Dans les régions rurales, les travailleurs en santé mentale — en raison du fait qu'ils doivent intervenir auprès de tout le monde — sont des généralistes. Ils ne sont pas qualifiés pour effectuer ce travail spécialisé lié aux traumatismes causés par la violence sexuelle. Lorsqu'une personne consulte en santé mentale dans notre région, elle est immédiatement aiguillée vers nous si les intervenants déterminent que la violence sexuelle fait partie du problème.

La Nouvelle-Écosse est dans une période économique difficile, mais il y a cette idée que ce travail est fait par d'autres, comme les intervenants en santé mentale, mais ce n'est pas le cas, du moins, pas en Nouvelle-Écosse. La spécialisation qui est concentrée dans les centres pour victimes d'agression sexuelle de partout au pays est inestimable. C'est la différence entre composer avec un problème et guérir. Lorsqu'une personne peut vraiment faire un travail de guérison, elle est en mesure de tourner la page, et elle ne passe pas son temps à se rendre dans des centres ou à se faire hospitaliser, et ainsi de suite.

Quand tout ce qu'elles peuvent faire, c'est recevoir les services de soutien nécessaires pour pouvoir composer avec le problème, c'est une bonne chose. Les gens ont besoin de pouvoir composer avec leurs problèmes, mais cela signifie que les victimes refont le cycle du réseau de santé encore et encore. C'est ce travail spécialisé qui doit être financé.

La présidente: Merci beaucoup.

Malheureusement, le temps dont nous disposons est écoulé. Je veux remercier tous nos témoins de leur travail exceptionnel et de l'excellent témoignage qu'ils nous ont présenté aujourd'hui.

Nous avons mentionné les recommandations, mais, s'il y a d'autres commentaires auxquels vous pensez, je vous inviterais à les envoyer à la greffière.

Nous allons poursuivre en consacrant 10 minutes aux affaires du Comité, mais j'ai besoin du consentement unanime des membres du Comité afin que nous restions dans le domaine public. Ai-je le consentement unanime? Très bien.

Mesdames, si vous voulez partir, vous n'êtes pas tenues de rester pour cette partie.

Chers membres, essentiellement, vous avez obtenu le rapport du Sous-comité, où nous avons discuté de ce que nous allions étudier ensuite, et j'ai besoin de quelqu'un pour proposer ce rapport.

Il est proposé par Mme Damoff.

Y a-t-il une discussion au sujet du rapport?

Mme Sheila Malcolmson: J'ai une question à ce sujet.

L'étude me plaît, et je veux la mener, mais je veux d'abord procéder à l'étude sur le financement des refuges pour les victimes de violence familiale.

Je veux voter en faveur de cette étude, mais je voudrais répéter ce qu'a laissé entendre la greffière durant la séance du Sous-comité, c'est-à-dire que nous pourrions être en mesure d'effectuer une courte étude entre les deux études, car l'étude économique va être longue et approfondie.

La présidente: Alors, la motion qui a été proposée, c'est que l'étude économique soit menée en premier.

Ce que je vous suggérerais, ce serait de voter contre cette motion, puis de présenter la motion concernant l'étude que vous voudriez effectuer.

Mme Sheila Malcolmson: Elle est incluse dans la motion. Le libellé indique-t-il que l'étude sera menée en premier?

La présidente: Oui, la prochaine étude.

Mme Sheila Malcolmson: D'accord, alors je vote contre la motion, même si j'adore le sujet et que j'ai un peu corédigé la motion.

La présidente: Cette motion est adoptée.

(La motion est adoptée. [Voir le *Procès-verbal*])

La présidente: Madame Malcolmson, y a-t-il une autre motion que vous vouliez proposer?

Mme Sheila Malcolmson: Oui. Je voudrais ressusciter ma motion du mois d'avril. Elle a été soulevée de nouveau lors de la dernière séance. Il s'agit de la 10^e motion sur la liste, c'est-à-dire:

Que le Comité étudie le réseau de refuges et de maisons de transition au Canada; que l'étude comprenne l'examen de l'écart actuel entre le nombre de lits requis et le nombre de lits offerts dans les refuges et les maisons de transition, ainsi que l'examen des programmes fédéraux existants et du financement des refuges et des maisons de transition; qu'elle examine les solutions possibles pour combler l'écart entre les besoins et l'offre; que le Comité fasse rapport de ses conclusions à la Chambre; et que le Comité demande au gouvernement de répondre à son rapport.

• (1725)

La présidente: Y a-t-il un moment associé à votre motion?

Mme Sheila Malcolmson: Cette étude serait menée entre l'étude en cours et l'étude économique.

La présidente: La motion est déposée. Y a-t-il une discussion à son sujet?

Madame Vecchio.

Mme Karen Vecchio: Même si je respecte l'intention qui vous amène à proposer cette motion, je pense qu'il s'agit d'une chose très importante qui doit vraiment être étudiée adéquatement. Le fait de consacrer deux ou trois séances à cette étude ne lui rendrait pas la justice dont elle a besoin. En même temps, je sais que c'est un peu différent parce que je pensais que la motion concernait davantage le logement, mais elle porte sur les refuges. C'est quelque chose que le ministre Duclos examine actuellement dans le cadre de sa stratégie relative au logement. Un rapport sur le logement sera publié le 22 novembre, et, même durant mes propres consultations, ce sont des choses sur lesquelles nous nous sommes également assurés de nous pencher, car nous avons besoin d'examiner davantage que le simple logement abordable. Nous devons examiner les logements de transition et les refuges également.

Je pense que nous devrions aussi attendre ce rapport. Il pourrait également contenir d'autres renseignements.

La présidente: Madame Harder.

Mme Rachael Harder: Je partage le sentiment de ma collègue, et j'avancerais qu'il serait peut-être utile d'établir le nombre de séances que vous voudriez que nous consacrons à cette étude afin de nous donner une idée exacte de ce pour quoi nous votons.

Mme Sheila Malcolmson: La proposition que j'avais à l'esprit, c'était cinq séances selon le même genre de modèle que celui que nous avons utilisé pour la dernière étude, qui consiste habituellement à rencontrer quatre groupes différents dans le cadre d'une seule séance, donc deux et deux.

Je reconnais certainement que le Comité a beaucoup d'autres travaux qu'il veut faire, mais je crois aussi savoir que l'étude que mène le comité des ressources humaines n'est pas axée sur les refuges pour victimes de violence familiale. Nous pourrions inviter certaines des nombreuses organisations nationales de refuges. Deux ministères s'intéressent vivement à la question: Infrastructures et Collectivités; et Famille, Enfants et Développement social. Le YWCA Canada serait un exemple d'organisme œuvrant dans l'ensemble du pays.

Les témoins que j'avais trouvés avec mon personnel étaient deux ministères, quatre organisations dont le réseau s'étend sur l'ensemble du Canada, puis peut-être — comme on s'est concentré là-dessus relativement au financement fédéral — certaines des organisations autochtones, l'association des femmes autochtones, Pauktuutit, ou les Femmes Michif Otipemisiwak. Je suis convaincue que nous pourrions le faire en cinq séances.

Cette étude pourrait éclairer le prochain cycle budgétaire, et il est certain que — comme certains de mes collègues l'ont laissé entendre —, si nous n'étions pas en mesure d'aller en profondeur ou que nous découvriions après le prochain cycle budgétaire que nous avions besoin de faire plus de travail, il s'agit assurément d'un domaine que le Comité pourrait revoir.

La présidente: Allez-y, madame Damoff.

Mme Pam Damoff: Je me fais l'écho des propos de Karen. Actuellement, des consultations sont en cours concernant une stratégie de logement — elles ne sont pas menées par le Comité; le ministre Duclos les tient —, et je sais qu'un certain nombre de mes collègues, et, à coup sûr, un certain nombre des vôtres, veillent à ce que l'aspect des refuges — surtout le logement de transition — soit inclus dans ces consultations. Je pense que nous venons tout juste de voter pour que la prochaine étude que nous allons mener porte sur l'habilitation économique, alors nous rejetons essentiellement cette motion et affirmons que cette étude ne sera pas la prochaine que nous allons mener.

Il s'agit d'un enjeu très important, et je ne pense pas que nous ne devrions pas l'étudier. Il relève en fait du mandat du ministre Duclos, avec l'appui de Condition féminine, alors je pense que nous devrions laisser ce processus se dérouler, puis voir où nous en serons une fois que cette étude aura été publiée et où nous en serons en ce qui concerne cette étude-ci. Ensuite, nous pourrions la revoir, s'il le faut.

La présidente: Quelqu'un veut-il poursuivre la discussion sur la motion?

(La motion est rejetée.)

La présidente: Y a-t-il d'autres affaires du Comité?

Allez-y, madame Harder.

Mme Rachael Harder: J'ai présenté une motion concernant une étude, et on m'a avisée qu'au lieu de mener une étude entièrement nouvelle, nous devrions simplement l'ajouter à notre étude actuelle. Elle concernait des applications en ligne particulières et des médias sociaux, plus précisément des algorithmes.

Ce sujet a été soulevé dans le cadre de beaucoup de nos discussions lorsque nous étions en train d'étudier la cyberviolence, alors je me demande si le Comité trouverait qu'il convient d'ajouter trois séances à l'étude actuelle afin d'examiner précisément l'utilisation d'algorithmes dans les contextes des médias sociaux et des médias.

Je peux vous lire la motion, mais, honnêtement, c'est beaucoup plus concis.

• (1730)

La présidente: Allez-y, madame Damoff.

Mme Pam Damoff: Vous avez tout à fait raison, et nous sommes tous d'accord sur le fait que les algorithmes ont été mentionnés en particulier dans... C'est une notion que je ne comprends pas totalement, mais elle est certainement importante.

La question que j'adresse à nos analystes concerne le choix du moment. Je sais que vous espériez obtenir certaines directives et entreprendre cela en janvier. Nous n'avons peut-être pas besoin de trois séances. Il se pourrait que nous en ayons besoin de deux ou... Disposons-nous d'assez de temps pour inclure cette partie?

La présidente: Il y a trois séances.

L'analyste veut dire quelque chose.

Mme Laura Munn-Rivard (attachée de recherche auprès du comité): Simplement pour clarifier, on nous a demandé de présenter un résumé des témoignages avant la relâche. Si vous ajoutiez ces nouveaux renseignements, l'ajout signifierait qu'il serait impossible de les faire traduire à temps. Dans ce cas, ce que nous pourrions faire, c'est soit fournir un résumé des témoignages après la relâche, soit sauter ce résumé et nous contenter de passer directement à l'ébauche du rapport. Cependant, cela supposerait que vous donniez vos consignes pour le rapport sans avoir de vrais documents sous les yeux. Toutefois, vous avez tous écouté la plupart des témoignages, alors nous pourrions procéder à cette étape, à la place.

La présidente: Allez-y, monsieur Fraser.

M. Sean Fraser: Je trouverais le résumé des témoignages très utile. Il s'agit d'une vaste étude, et je ne veux pas en perdre des bouts.

Rachael, avez-vous une idée de quels seraient les témoins ou du nombre de témoins dont nous aurions besoin? En outre, est-ce que même l'ajout d'une séance éliminerait la possibilité que nous obtenions un résumé des témoignages avant la relâche?

Peut-être que Rachael pourrait répondre d'abord, puis nous pourrions revenir à notre analyste.

Mme Rachael Harder: J'ai effectué une petite recherche préliminaire sur les témoins que nous pourrions vouloir appeler à comparaître, et c'est pourquoi j'ai établi un cadre de trois séances. Pourrions-nous le réduire? Bien sûr. Peut-être qu'ensemble, nous pourrions décider ce qui est le plus pertinent.

Je vais vous faire part de certaines de mes suggestions. Innovation, Sciences et Développement économique Canada pourrait en être une. Le CRTC est assurément un organisme dont nous voulons entendre le témoignage. Nous voudrions peut-être entendre celui de fournisseurs de services Internet, mais je dirais qu'il serait plus important d'entendre ceux de Facebook, d'Instagram, de YouTube, de Twitter, de BuzzFeed, de Google, et ainsi de suite, car ce sont les entreprises qui mettent en œuvre ces algorithmes qui — d'aucuns le soutiendraient — facilitent la violence faite aux femmes.

Ensuite, il y a un parlementaire de la France, et un autre d'Israël, qui ont fait adopter des projets de loi connexes, mais qui ne sont pas

exactement les mêmes, alors je serais disposée à renoncer à eux. Ils ont fait adopter des projets de loi concernant l'imposition d'un IMC minimum relativement au poids des mannequins, autrement dit, aux images de filles dans les médias. Je serais disposée à renoncer à ces témoins, car le projet de loi ne correspond pas tout à fait au sujet de notre étude. Ensuite, il y a aussi le directeur du Children's Digital Media Center, dont le témoignage pourrait également être utile.

M. Sean Fraser: Cette question pourrait éclairer votre réponse, mais est-il possible d'obtenir un résumé des témoignages pour tout, sauf cette partie, avant la relâche? S'agit-il de quelque chose que le Comité envisagerait?

Mme Laura Munn-Rivard: Si on regarde le calendrier parlementaire, on voit que, jusqu'ici, nous nous sommes engagés à vous procurer un résumé des témoignages afin que vous puissiez l'examiner avant la séance du 5 décembre et que, le 5 décembre, vous recevez vos consignes concernant l'étude. Nous pourrions tenter de reporter cela au 7 décembre. Nous siégerons encore, à ce moment-là, et cela laisserait de la place pour la séance supplémentaire, si nous voulions tenter d'insérer des témoins. L'autre défi, bien entendu, consiste à faire venir les témoins dans un court délai.

Vous pourriez obtenir le résumé des témoignages sans ces parties, puis cette portion pourrait être ajoutée au rapport, à la fin, bien entendu.

La présidente: Monsieur Serré.

M. Marc Serré (Nickel Belt, Lib.): Cette étude est très importante, et je m'inquiéterais au sujet de la tenue de seulement deux ou trois séances. Nous avons déjà tenté d'inviter Facebook, plus tôt, et les représentants ont décliné. Ils ne veulent pas être un témoin, alors il s'agit d'un problème que nous allons devoir régler.

• (1735)

La présidente: Nous pouvons les attirer en leur offrant des biscuits.

M. Marc Serré: Non, il y a une raison pour laquelle ils ne veulent pas venir.

Je suis déchiré parce que c'est très important, mais la tenue de seulement deux ou trois séances, et probablement la formulation d'une autre recommandation par la suite... Je suppose que nous pourrions faire cela, mais nous devons vraiment sélectionner les témoins afin que nous soyons concis quant à ce que nous voulons obtenir comme résultat. Il s'agit de la première d'autres étapes, alors je voudrais m'assurer que nous réfléchissons aux témoins que nous allons faire venir, lesquels complèteront l'étude que nous avons maintenant menée, puis nous inviterions d'autres témoins plus tard.

Nous devons regarder cette situation d'un point de vue plus vaste, si nous voulons modifier les lois, si nous voulons changer les FSI, et nous ne pouvons pas simplement faire venir un seul FSI. Cela ne va pas fonctionner. Ce sera une étude qui va devoir... Mais ce pourrait être la première d'une série d'étapes.

La présidente: Madame Damoff.

Mme Pam Damoff: Marc en a déjà abordé une partie. Quand nous avons invité Facebook, les représentants ont décliné l'invitation, et ils ne vont pas changer d'avis, et ils représentent Instagram, alors il s'agit de la même entreprise. On a déjà demandé à Twitter de comparaître, et ses représentants vont venir, alors nous pouvons certainement leur poser des questions à ce sujet quand ils seront là.

Personnellement, je préférerais entendre le témoignage de gens qui peuvent vraiment expliquer les algorithmes et leur fonctionnement, de quoi il s'agit et ce que peut faire le gouvernement fédéral, le cas échéant, à ce sujet, plutôt que les gens qui exploitent ces sites.

S'il y a des experts — et je ne peux actuellement pas vous dire qui ils sont — qui peuvent expliquer de quoi il s'agit, et si le gouvernement fédéral peut faire quoi que ce soit pour les réglementer... Nous pourrions très bien découvrir qu'il n'y a rien à faire.

Je ne sais pas, mais je pense qu'au lieu de faire venir tous les gens qui fournissent les services, comme Instagram et BuzzFeed, je préférerais de beaucoup que des experts se présentent, qu'ils appartiennent à un ministère — je ne suis pas certaine que ce soit le cas — ou au milieu universitaire, mais une personne au pays qui peut parler de cela et nous donner des consignes. Je pense que cela couvrirait ce que nous recherchons, c'est-à-dire la façon dont nous nous occupons de ces algorithmes et ce que nous pouvons faire pour les contrôler.

La présidente: Madame Harder.

Mme Rachael Harder: C'est un excellent argument, et je serais certainement heureuse d'aller dans cette direction avec notre liste de témoins.

J'ai une recommandation à formuler. Au sein de notre gouvernement, à l'échelon fédéral, il y a une division du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications. Selon moi, il y a une personne-ressource que nous pourrions faire venir afin qu'elle nous parle un peu à ce sujet, mais nous pourrions assurément mobiliser nos énergies et trouver d'autres témoins, des experts, dans ce domaine. Oui, je serais certainement d'accord.

La présidente: Madame Malcolmson.

Mme Sheila Malcolmson: Je veux également m'assurer que nous pourrions conclure cette étude à temps, que nous obtiendrions un résumé des témoignages et que nous accorderons à l'analyste tout le mois de janvier pour la rédaction du rapport. Je pense qu'à l'échelon du sous-comité, nous avons déjà discuté de la possibilité d'étendre l'étude dans le but d'ajouter Twitter, parce que ses représentants avaient refusé, puis ils ont accepté. Nous avons déjà créé de la place supplémentaire. Je pense que nous allons également leur donner la question que Mme Harder avait proposée afin qu'ils soient prêts, ou peut-être que nous recommandons que Mme Harder communique directement avec eux afin de les aviser à l'avance de la profondeur des questions qu'elle poserait.

Selon moi, s'il est possible d'ajouter une autre journée de témoignages, et surtout si nous pouvons faire venir une personne qui peut parler du point de vue d'un profane au sujet de ce que signifient ces algorithmes et de la possibilité pour le gouvernement fédéral de les réglementer, alors j'appuierais cela, mais pas si cela écarte le but ultime consistant à s'assurer que nous prévoyons du temps pour que l'analyste puisse effectuer des travaux pendant que le Parlement ne siège pas.

La présidente: Alors, proposez-vous un amendement de la motion simplement pour ajouter une séance afin d'aborder les algorithmes?

Mme Sheila Malcolmson: C'est exactement ce que je propose.

La présidente: C'est ce que je pensais.

Y a-t-il une discussion sur cet amendement?

Madame Damoff.

Mme Pam Damoff: Très rapidement, si, après cette journée-là, il s'avère que nous avons besoin d'en savoir plus, il pourrait certainement s'agir de l'une de nos recommandations: que le Comité se penche sur l'enjeu en question, ou bien que le Comité demande à l'autre comité, quel qu'il soit, de le faire. Des comités se penchent actuellement sur la cybersécurité. Le comité de la sécurité publique examine le cadre de sécurité national. Ce pourrait être quelque chose dont nous recommandons à quelqu'un d'autre d'assumer la responsabilité également. Je pense que cela nous donnerait l'aperçu nécessaire. S'il s'avère que l'enjeu est bien plus important, nous pourrions recommander qu'il fasse l'objet d'une étude plus approfondie.

La présidente: Monsieur Fraser.

M. Sean Fraser: Pas de commentaire.

La présidente: Concernant l'amendement... Alors, l'amendement consiste à ajouter une séance afin d'aborder les algorithmes.

(L'amendement est adopté.)

La présidente: Nous allons revenir sur la motion. Cela signifie que la motion est modifiée de sorte qu'une seule séance supplémentaire soit ajoutée à l'étude actuelle sur la violence faite aux femmes afin que nous puissions étudier les algorithmes.

(La motion modifiée est adoptée. [Voir le *Procès-verbal*])

La présidente: Monsieur Fraser.

• (1740)

M. Sean Fraser: Madame la présidente, pour ce qui est de désigner les témoins qui se présenteront à cette séance supplémentaire, je pense que Mme Harder a pris de l'avance. Le comité directeur va-t-il se réunir avant cette séance?

La présidente: Ce que je propose, c'est que, s'il y a des témoins que vous voulez appeler, vous soumettiez leur nom à la greffière. En les voyant, peut-être qu'elle fixera une séance avec le sous-comité. Nous pourrions examiner brièvement la liste des témoins.

Mme Karen Vecchio: Je viens tout juste d'établir un lien avec mon ami qui travaille pour le MDN — et il est un spécialiste de la TI — afin de lui demander à qui nous devrions nous adresser concernant les algorithmes, alors je vous ferai part de ce que je pourrai découvrir.

La présidente: Transmettez cette information à la greffière, si vous le voulez bien, et puis le sous-comité...

Pouvez-vous envoyer ces idées de témoins pour les algorithmes à la greffière d'ici vendredi?

Des voix: Oui.

La présidente: C'est excellent.

Je vous rappelle que le rapport du sous-comité que nous avons approuvé aujourd'hui indique que vous allez réfléchir aux témoins pour l'étude économique et envoyer ces suggestions, et il contient un calendrier. Vous pourrez regarder cela.

M. Sean Fraser: D'ici vendredi?

La présidente: Cette liste de témoins n'est pas pour vendredi. Elle est pour le 21.

Passez une merveilleuse soirée. Merci d'être restés tard.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>